



LE CONSEILLER DE L'ÉMIR POUR LES AFFAIRES DE DÉFENSE L'A DIT À SAÏD CHENGRIHA

Le Qatar subjugué par l'expérience de l'ANP

P 16

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN **d'Algérie**

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Mardi 22 mars 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5495 - 18^e année

DOSSIER DU SAHARA OCCIDENTAL

L'ONU recadre Madrid

- ▶ **BRAHIM GHALI** : « L'Espagne cède au complot d'autonomie »
- ▶ **ABDELAZIZ RAHABI** : « L'Espagne perd les atouts d'une neutralité active pour devenir partie prenante et alignée »
- ▶ **SAÏD AYACHI** : « C'est la deuxième grande trahison après les funestes accords de Madrid de 1975 »

LIRE EN PAGES 2 & 3



António Guterres, secrétaire général de l'ONU



Pedro Sanchez, Premier ministre espagnol

Ph : DR

72 HEURES POUR PRÉPARER LA BATAILLE DE DOUALA



Les Verts à pied d'œuvre à Malabo

P 7

LA COMMISSION ÉCONOMIQUE À L'APN ACCUSE

« Le ministère du Commerce interfère dans nos affaires »

P 4

SERA (ORAN)



Les travailleurs sans salaire depuis huit mois

P 5

HIPPODROME KAID AHMED - TIARET, CET APRÈS-MIDI À 15H30



La descendance D'hem, en puissance

P 14

LES COURSES EN DIRECT

ABDELAZIZ RAHABI :

«L'Espagne perd les atouts d'une neutralité active pour devenir partie prenante et alignée»

Pour l'ex-ambassadeur de l'Algérie en Espagne, Abdelaziz Rahabi, le revirement du gouvernement espagnol dans sa position vis-à-vis du conflit opposant le Maroc au Front Polisario sur le Sahara occidental, par l'annonce de l'alignement de Madrid sur la posture de l'occupant marocain, « touche à l'équilibre des intérêts diplomatiques » et qui va marquer « durablement et qualitativement les relations algéro-espagnoles », affirme-t-il sur sa page Facebook.



Abdelaziz Rahabi, ex-ambassadeur de l'Algérie en Espagne

Poursuivant dans son écrit, sur la rupture de Madrid avec sa traditionnelle position sur la question sahraouie, qui faut-il le noter, la majorité du peuple espagnol manifeste un soutien inconditionnel à l'indépendance du Sahara occidental, l'ex-diplomate affirme que « la décision du chef de gouvernement espagnol Pedro Sanchez, autant que le coup de poker de Trump ou l'alignement inconditionnel de la France sur les thèses marocaines ne changeront fondamentalement rien au fond de la situation du Sahara occidental qui dure depuis 47 ans », lequel territoire, rappelons-le est inscrit aux Nations unies et à l'Union africaine, sur le registre des questions soumises à un processus de décolonisation. Indiquant dans sa réaction, sur l'abandon par Madrid de sa position traditionnelle, qu'une large opinion espagnole qualifie, pour rappel « de coup de couteau

dans le dos », que l'Espagne met ainsi « la primauté de l'autonomie sur l'autodétermination », ce qui constitue, poursuit-il « une triple rupture dans sa position sur la question sahraouie et dans l'architecture de ses relations avec l'Afrique du Nord » précise l'ex-ministre de la Communication. Pour cet ancien diplomate « l'Espagne au prix d'une rupture avec sa position traditionnelle, souscrit aujourd'hui à une assurance du Maroc pour garantir la souveraineté territoriale de Ceuta et Melilla élevant ainsi le chantage de flux migratoires organisés et de la détresse humaine, au rang d'arme diplomatique de choix dans les relations entre les États ». Une démarche des autorités espagnoles qui n'est qu'« un pari risqué » selon Abdelaziz Rahabi, car, explique-t-il « aucune entité au monde n'est en mesure de contenir réellement les flux de l'émigration économique en Afrique » souligne-t-il. Pour revenir sur la triple rupture dans la position de Madrid sur la question sahraouie

et dans l'architecture de ses relations avec l'Afrique du Nord, que vient d'opérer l'Espagne en faisant sienne la position de l'occupant marocain relative « à la primauté de l'autonomie à l'autodétermination », Rahabi indique que la première rupture « représente la fin du consensus social et politique interne formé depuis 47 ans sur la responsabilité historique de l'Espagne franquiste dans l'abandon de Sakia el Hamra et du Rio de Oro ». Et l'engagement de l'Espagne, poursuit-il « issu de la transition démocratique à soutenir l'autodétermination du peuple sahraoui sans privilégier ni l'autonomie ni l'indépendance mais un accord entre le Maroc et le Front Polisario dans le cadre de l'ONU ». Poursuivant, il rappelle que l'Espagne « s'était même investie dans les bons offices en faveur de solutions négociées considérant à juste titre que l'histoire la prédisposait plus que la France, les USA ou l'Allemagne à cet exercice d'intermédiation entre le Maroc et le Front Polisa-

rio » écrit-il sur sa page Facebook. Quant à la deuxième rupture, celle-ci, poursuit-il « est intervenue en 2008 sous Jose Luis Rodriguez Zapatero, qui s'était aligné sur la France, auteur matériel du plan d'autonomie de 2007 » ajoutant que le prédécesseur de Pedro Sanchez à la tête de l'exécutif espagnol « s'était joint à cette démarche sans toutefois arriver à convaincre ni la classe politique espagnole ni les Sahraouis » ni même résister, note-t-il « aux oppositions de plusieurs centaines de comités de soutien au peuple sahraoui particulièrement actifs dans les municipalités socialistes ». Il est à rappeler que l'actuel chef de l'exécutif espagnol est issu du Parti socialiste PSOE comme son prédécesseur, le Premier ministre espagnol Jose Luis Rodriguez Zapatero. Concernant la troisième rupture, celle-ci « touche à l'équilibre des intérêts diplomatiques qui va marquer durablement et qualitativement les relations algéro-espagnoles marquées par la confiance et la

considération mutuelles » rappelle l'ex-ambassadeur de l'Algérie en Espagne. Des relations qui vont sans nul doute ne pas connaître, la même portée et la tendance, d'avant vendredi dernier, date de l'annonce de l'alignement de Madrid sur la position de l'occupant marocain au Sahara occidental et son abandon ainsi de la voie de la Charte de l'ONU et de ses résolutions sur le dossier sahraoui. Pour Abdelaziz Rahabi, par l'adoption de Madrid de cette dernière posture. L'Espagne qui jusqu'avant vendredi dernier « était écoutée, consultée et respectée par toutes les parties dans la région », fait le choix de perdre son statut historique de pivot dans la recherche d'une solution juste et durable dans le conflit du Sahara occidental pour devenir partie prenante et alignée » précise-t-il dans son écrit. Pour cet ex-ambassadeur algérien à Madrid « l'Espagne perd ainsi le poids que confère l'histoire et les atouts d'une neutralité active dans une région qui représente avec l'Amérique latine et l'Europe un des piliers de son influence internationale ». Indiquant que « les perspectives de solution paraissent de plus en plus incertaines car les questions de décolonisation et d'autodétermination des peuples s'inscrivent plus dans le temps historique » celles souligne-t-il, ne s'inscrivent pas « dans l'actualité en Europe dans les calculs ponctuels de géostratégie », lesquels calculs, faut-il le rappeler n'ont pas épargné les effondrements des systèmes et empires coloniaux à travers le monde, car leur chute était inévitable, en raison de la lutte et la détermination des peuples colonisés à se libérer des chaînes pour accéder à la liberté et l'indépendance.

Karima Bennour

CONTRIBUTION

« La société civile espagnole appelée à ramener l'Espagne officielle sur la voie de la Légalité internationale »

Par Mahrez Lamari*

Militant des droits de l'Homme et des peuples, membre actif du mouvement populaire international de solidarité avec le peuple sahraoui, ex-président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui, attaché aux valeurs nobles de l'humanité, j'ai choisi cette forme citoyenne militante de lettre ouverte pour exprimer mon indignation et ma colère et mon étonnement suite aux dernières déclarations des plus hautes autorités Espagnoles concernant le territoire du Sahara occidental qui fait partie des listes non autonomes établies par les Nations unies depuis 1963 et que l'AG des Nations unies a adopté ses premières résolutions depuis 1965 en appelant à la décolonisation des territoires au moyen du référendum.

L'Espagne officielle qui rappelons-le a une responsabilité politique, juridique et éthique dans la tragédie dont souffre encore le peuple sahraoui doit impérativement réviser cette nouvelle trahison, position immorale inattendue poignardant le peuple sahraoui dans le dos et violant ouvertement d'une façon flagrante le droit international. Afin de continuer à jouer le rôle en tant qu'ancienne puissance administrante et de contribuer d'une manière

honnête et tangible au conflit du Sahara occidental comme question de décolonisation reconnue et qualifiée comme telle par la communauté internationale,

L'Espagne officielle, doit reconsidérer leur « nouvelle » position d'alignement direct sur les thèses expansionnistes coloniales du Maroc. Les projets de solution marocains sont nuls et sans valeurs juridiques légales. La pseudo solution et soi-disant proposition d'autonomie dans le cadre de la souveraineté marocaine constitue une grande fuite en avant qui accentue la tension dans les territoires et dans la région et ferme les voies d'un règlement pacifique, juste et définitif du conflit.

LA POSITION DE MADRID ENCOURAGE L'OCCUPANT MAROCAIN À PERSISTER À NE PAS SE CONFORMER À LA LÉGALITÉ INTERNATIONALE POUR LE RÈGLEMENT DE LA DERNIÈRE QUESTION DE DÉCOLONISATION EN AFRIQUE

Cette dernière position développée et affichée par le gouvernement espagnol ne font qu'encourager le Maroc à persister dans son refus de se conformer à la Légalité internationale et le Droit international, à intensifier ses violations des droits humains dans les territoires occupés du Sahara occidental et aussi à continuer à piller les richesses et ressources naturelles

en toute impunité. C'est une attitude négative qui encourage la politique d'intransigeance, de confrontation et d'obstruction de la monarchie coloniale marocaine qui se complait dans le statu quo colonial et qui s'emploie à le maintenir et le perpétuer.

L'Espagne en tant que partenaire de la région du Maghreb gagnerait en crédibilité si elle utilise son influence politique et diplomatique pour obtenir du Maroc une coopération avec l'ONU à même de concrétiser le référendum d'autodétermination par lequel elle s'était engagé en vertu de l'appui unanime du Conseil de sécurité, des accords d'Houston, du plan de règlement et de la résolution 1514 de décembre 1960 consacrant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et déterminant la voie consensuelle historique usitée à savoir un référendum d'autodétermination libre régulier démocratique et sans contrainte.

JE LANCE UN APPEL PRESSANT À :

-la société civile espagnole dans toutes ses composantes et tendances que je salue et respecte pour leur soutien et solidarité agissante avec la juste lutte et combat du peuple sahraoui sous l'égide de son représentant unique et légitime le Front Polisario, cette société civile espagnole, ces forces démocratiques avec lesquels je

continue avec la dimension citoyenne algérienne à militer et se mobiliser au quotidien avec fidélité pour soutenir totalement et fermement le peuple du Sahara occidental jusqu'à ce qu'il puisse décider en toute liberté et exprimer la souveraineté de sa décision finale et afin que prévale le règlement dicté par la légalité internationale consacrant le droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental comme paramètre fondamental et incontournable pour une solution à ce problème qui a la triste singularité d'être le dernier de son genre sur le continent africain.

Je leur demande aussi en ma qualité de membre comme eux du Comité international de solidarité d'agir urgemment afin d'amener la voie officielle de l'Espagne à la raison et pour que le gouvernement espagnol révise sa conscience, suit la voie de la sagesse, du droit international, du consensus international qui rappelons-le encore une fois ne voit de solution à la question du Sahara occidental que dans l'exercice par le peuple de ce territoire de son droit inaliénable à l'autodétermination

M. L.

(*) Militant des droits de l'Homme et des peuples ;
Ex-président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui

LE PROCESSUS ONUSIEN ET SES RÉOLUTIONS EST LA SEULE SOLUTION AU CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

L'ONU refroidit Madrid et Rabat

Reconnu comme telle par la communauté internationale, la question de décolonisation du Sahara occidental a tourné vers le déni du droit international et les résolutions onusiennes sur le dossier de la dernière colonie en Afrique, notamment après l'alignement de l'Espagne sur le plan d'autonomie du Maroc. Mais, Madrid qui a cédé au chantage de Rabat sur la crise migratoire à Ceuta Et Melilla, est



PH : DR

C'est une question de décolonisation dont les seules parties en conflit, le Maroc et le Front Polisario, et à travers des négociations directes et sans conditions et lequel devra déboucher sur l'organisation du référendum d'autodétermination, est à même de régler la question. En effet, interpellé plus que

jamais après le grave retournement de situation sur le dossier du Sahara occidental, dont le président du Gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, était à l'origine d'un parti-pris irresponsable et dangereux en faveur des thèses marocaines. L'Organisation des Nations unies a rappelé le cadre du droit international et les résolutions onusiennes comme seule solution du conflit. Madrid et Rabat ont beau s'égoïsser d'avoir retrouvé le fil de leurs relations sur le dos des Sahraouis en quête de l'indépendance, les deux pays ont été refroidis par la position prédominante de l'ONU.

Ainsi, interrogé par l'agence de presse espagnole « Efe », le porte-parole du secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, a rappelé, ce dimanche, que le conflit au Sahara occidental doit être résolu avec un « engagement total (des parties en conflit, le Maroc et le Front Polisario) dans le processus politique facilité par l'ONU ». Il a également exhorté toutes les parties concernées à soutenir les efforts de l'envoyé personnel pour le Sahara, Staffan de Mistura, « visant à relancer le processus politique » de négociation entre le Maroc et le Front Polisario.

Bien qu'il fasse abstraction

de l'annonce du gouvernement espagnol concernant le Maroc et le Sahara occidental, le représentant de l'ONU a ajouté par la suite que De Mistura « continue d'être en contact avec les interlocuteurs concernés », à savoir le Maroc et le Front Polisario, le tout dans le cadre de sa mission onusienne.

Autrement dit, l'ONU réitère l'importance de maintenir le plein engagement des parties en conflit au processus politique parrainé par l'ONU et conformément à la dernière résolution adoptée, en 2021, par le Conseil de sécurité.

Farid Guellil

SAID AYACHI, PRÉSIDENT DU CNASPS :

« C'est la deuxième grande trahison après les funestes accords de Madrid de 1975 »

« Indigne, grave, dangereuse, voire irresponsable ». C'est ainsi que Saïd Ayachi, président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui, a caractérisé la décision du premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, qui s'aligne sur la politique coloniale du Maroc au Sahara occidental. Dans l'entretien qu'il a accordé, hier, à la chaîne 3 de la Radio nationale, il explique pourquoi il qualifie ainsi le revirement du gouvernement espagnol sur la question du Sahara occidental.

« Décision indigne », commence-t-il, parce que c'est « une deuxième grande trahison pour le peuple sahraoui, après les funestes accords de Madrid de novembre 1975 » (qui ont ouvert la voie à l'invasion du Sahara occidental par le Maroc), heureusement, dit-il, qu'il y a le peuple espagnol qui est majoritairement, de façon écrasante, solidaire avec le peuple sahraoui. C'est une décision grave, poursuit-il, parce qu'elle vient faire perdurer l'instabilité et l'insécurité dans la région ; une décision irresponsable, aussi, parce qu'au regard de ses retombées du fait qu'elle rend encore plus complexe le dossier sahraoui et les paramètres dans la région; enfin, conclut-il, décision irresponsable, parce que ce n'est pas dans l'intérêt du gouvernement espagnol qui doit contribuer à la paix dans la région et avoir de bonnes relations avec les pays de la région. Saïd Ayachi fait observer que la lettre de Pedro

Sanchez au roi du Maroc n'était pas destinée à être rendue publique, et elle a été diffusée par le Makhzen. Maintenant, ajoute-t-il, l'Algérie est en droit de revoir son partenariat, notamment gazier, avec l'Espagne.

Pour tenter de décrypter cette décision surprenante, Saïd Ayachi, pense que le gouvernement espagnol a eu un calcul simpliste: d'abord s'assurer l'approvisionnement en gaz algérien, en plus de contrats juteux obtenus en Algérie par des entreprises espagnoles, et, ensuite, croire se mettre en sécurité du côté du Maroc qui lui fait du chantage avec l'émigration clandestine, le terrorisme, la drogue. Il cite également le lobby économique espagnol avec ses intérêts au Maroc et au Sahara occidental, qui peut faire pression sur son gouvernement. Enfin, parmi les causes probables de ce revirement, « il y a une partie de la classe politique espagnole qui est corrompue par le régime marocain et qui est aux ordres du Makhzen ». Saïd Ayachi rappelle que « l'Espagne était jusque-là toujours en faveur du droit international et l'autodétermination du peuple sahraoui ». Il estime que sur une question de décolonisation inscrite aux Nations unies, son règlement est basé fondamentalement sur la tenue du référendum d'autodétermination au Sahara occidental, d'où « la détermination du peuple sahraoui à lutter pour son indépendance » et que « le revirement du gouvernement espa-

gnol ne change pas grand-chose ». Poursuivant il ajoute que la décision en question de Madrid « déclassé l'Espagne au regard de la communauté internationale en la plaçant dans le camp de l'illégalité concernant la question sahraouie », fait-il remarquer. Saïd Ayachi fait, toutefois, savoir que la décision du gouvernement espagnol n'est pas partagée par l'opinion publique dans ce pays, ni par la plupart des ONG, ni par une partie de la classe politique et des parlementaires, et il en donne pour preuve le fait que la gauche radicale qui fait partie du gouvernement, a déclaré qu'elle s'opposait à l'alignement sur les thèses coloniales marocaines, qu'elle qualifie de décision scandaleuse.

Il souligne la fragilité du gouvernement espagnol qui l'a amené à céder au chantage marocain. Il y a, à n'en pas douter, dit-il, l'interférence de l'entité sioniste et, aussi, la tutelle pressante de la France sur le gouvernement espagnol. Il y a, résume-t-il, des facteurs exogènes, y compris en relation avec la crise ukrainienne, qui ont contribué au revirement du gouvernement espagnol sur la question sahraouie. En fait, en Espagne, en France ou ailleurs dans les pays occidentaux, les gouvernements n'ont jamais perdu leur réflexe colonialiste à l'égard des pays du Sud, et c'est ce qui, fondamentalement, explique leurs positions dans les questions internationales.

M'hamed Rebah

IBRAHIM BOUGHALI : « La région est exposée à une spirale de tensions »

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Ibrahim Boughali, a exprimé hier l'étonnement de l'Algérie face au changement inattendu de la position espagnole sur le dossier du Sahara occidental, rappelant que c'était une cause considérée par les Nations unies comme étant celle de la dernière colonie en Afrique. Pour Boughali le fait de « troquer les droits inaliénables du peuple sahraoui contre des intérêts immédiats serait une soumission injustifiée à un chantage ignoble ». Il a ajouté, dans ce contexte, que le changement de position de l'Espagne sape non seulement les efforts qui sont encore déployés pour donner au peuple sahraoui ses droits légitimes, mais expose également toute la région à une spirale de tensions. À cet égard, le président de l'APN a appelé les parlementaires du royaume d'Espagne à exprimer leur rejet à ces concessions inacceptables, soulignant que le changement de position ne servira pas l'Espagne car il s'agit, dit-il, d'une cause visant à défendre un peuple qui souffre depuis des décennies d'une occupation dépourvue de toute base légale et rejetée par toutes les instances internationales.

Ania Nch.

LE PRÉSIDENT SAHRAOUI :

« Le gouvernement espagnol cède au chantage marocain »

Le président de la RASD, Brahim Ghali a affirmé, hier, que le soutien du chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez au « complot de l'autonomie » au Sahara occidental se voulait la preuve que ce gouvernement a cédé aux campagnes marocaines successives de chantage et de provocation.

Dans une déclaration à la Télévision algérienne, le président Ghali a qualifié de « regrettable et honteuse » la position du chef du gouvernement espagnol, exprimée dans sa lettre adressée au souverain marocain. Cette position qui soutient le « complot d'autonomie » au Sahara occidental est « illégale et immorale », a-t-il estimé. Il s'agit, poursuit-il, « d'une violation flagrante de la légalité internationale, laquelle légalité internationale dont Sanchez ne cesse de se vanter qu'il s'y conforme, d'autant plus qu'en vertu du droit international, le Sahara occidental n'est pas un territoire marocain, voilà pourquoi la décision de sa souveraineté revient, exclusivement, au peuple sahraoui, sous la direction de son unique représentant légitime, le Front Polisario ». « Le chef du gouvernement espagnol, à travers cette position qui s'aligne honteusement sur le tweet de l'ancien président américain, Donald Trump, voudrait donner ce qu'il ne lui appartient pas à ceux qui ne le méritent pas », a soutenu le président Ghali, ajoutant que le royaume espagnol, avec cette décision "rappelle sa trahison commise en 1975 lorsqu'il a divisé, illégalement, le Sahara occidental et son peuple, à travers les accords fatidiques de Madrid ». La position de Sanchez signifie qu'il a « cédé aux campagnes marocaines de chantage qui recourent au terrorisme, à la drogue et au flux migratoire pour exercer des pressions », a-t-il ajouté.

R. N.

LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES À L'APN ACCUSE :

« Le ministre du Commerce interfère dans nos affaires »

À quelques jours du mois de Ramadhan et au moment où la tension sur certains produits de base continue à se poser dans le pays, à l'instar de l'huile de table, la semoule et la farine, le ministre du Commerce, Kamel Rezig, refuse de se présenter devant le parlement pour s'expliquer puisqu'il est le premier responsable du secteur.



Kamel Rezig, ministre du Commerce

En effet, les membres de la commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie et du commerce de l'Assemblée populaire nationale, ont décidé lors d'une réunion dimanche de suspendre les travaux de la commission pendant cinq jours. Selon un rapport soumis au président de l'APN Ibrahim Boughali, cette décision est intervenue dans le contexte de ce qu'ils considèrent comme une « interférence du ministre

du Commerce, Kamel Rezig, dans les travaux de la commission et de ses pouvoirs et une violation flagrante des affaires d'une institution constitutionnelle ».

Les détails de l'affaire font référence à une lettre envoyée par le ministre du Commerce le 15 mars, confirmant qu'il n'a pas été possible d'entendre les membres de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie faute de temps, selon ce qui a été indiqué dans la correspondance de Mme Basma Azouar, ministre des Relations avec le Parlement, selon une lettre qui lui a été adressée par Kamel Rezig. Pire, les membres de la

commission des affaires économiques ont été surpris par la confirmation du président de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie, Chabab Tayeb, présent dans la salle de réunion, qu'il ne s'est excusé sous aucune forme, que ce soit par écrit ou verbalement, pour avoir assisté à l'audition devant les membres de la commission des affaires économiques.

De ce fait, les membres de ladite commission ont interpellé le président de l'APN Ibrahim Boughali, à intervenir pour prendre les mesures appropriées afin de mettre fin à ce qu'ils ont qualifié de « pratiques

qui entraveraient le bon fonctionnement des institutions constitutionnelles », afin d'assurer la concrétisation effective du principe de séparation des pouvoirs ».

À rappeler que la commission parlementaire a rendu le 15 février dernier un rapport sur la pénurie de l'huile de table, dans lequel le ministère du Commerce tient une part de responsabilité à travers la défectuosité du système de contrôle périodique et la publication de statistiques irréalistes et de décisions improvisées, y compris la décision d'empêcher la vente d'huile de table aux personnes mineures.

Sarah. Oub

ALGÉRIE- TUNISIE La coopération universitaire sera renforcée

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, a effectué depuis dimanche dernier, une visite de deux jours en Tunisie, sur invitation de son homologue tunisien, le Pr Moncef Boukhtir, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique à la tête d'une importante délégation composée de hauts fonctionnaires de département ministériel et de chefs d'établissements universitaires, précise la même source.

En effet, au cours de cette visite, Benziane aura des entretiens avec son homologue tunisien, en vue d'étudier les voies et moyens de renforcer la coopération scientifique et universitaire algéro-tunisienne. De plus, il co-présidera, avec le ministre tunisien, le lancement des travaux de la conférence algéro-tunisienne des universités et l'enceinte de coopération frontalière 5+5 pour asseoir une nouvelle vision de la coopération, précise la même source, ajoutant qu'il procédera au lancement des 25 projets de recherche et de 6 laboratoires d'excellence, sélectionnés par le Comité mixte scientifique algéro-tunisien.

En outre de la visite d'institutions tunisiennes, une rencontre est prévue entre Benziane et le directeur général de l'ALECSO, Mohamed Ould Amar, avec lequel il procédera à la signature d'une convention de coopération entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences à l'effet de donner une nouvelle impulsion entre les deux parties.

A. Mounir

CONTRAIRES AU RÉFÉRENT RELIGIEUX ET À L'IDENTITÉ NATIONALE 185 ouvrages retirés du SILA

Le commissaire du Salon international du livre d'Alger, Mohamed Iguerb, a souligné lors d'une conférence de presse tenue dimanche dernier, à la Bibliothèque nationale du Hamma, que la 25ème édition du SILA enregistre une participation record avec un total de 1250 exposants issus de 36 pays d'Europe, d'Asie et d'Afrique. Soit une augmentation de +26% par rapport à l'exercice 2019, avec un total de 25 exposants en plus. Dans l'ensemble, 300 000 titres seront exposés au SILA.

L'Algérie sera présente, quant à elle, avec 66 maisons d'éditions. À noter aussi, qu'un total de 185 titres est reconduit dont les ouvrages religieux, ceux relatifs à l'identité nationale, la Constitution, et tout ce qui touche à l'enfant. Précisant par ailleurs, que cette édition intervient avec la célébration d'Aid Ennasr et à l'ère d'un retour à la normale après la propagation du Covid-19. D'où le choix du mois de mars, à titre symbolique pour accueillir un rendez-vous si spécial.

Sarah O.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Les députés plaident la cause des dénonciateurs

Des membres de l'Assemblée populaire nationale plaident pour la protection des dénonciateurs de faits de corruption afin d'encourager les citoyens à lutter contre ce phénomène qui pèse lourdement sur l'économie nationale. Lors d'une plénière consacrée à l'examen du projet de loi fixant l'organisation de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, les députés ont émis des réserves par rapport à l'article 5 du projet de loi stipulant que le dénonciateur de faits de corruption doit dévoiler son identité, appelant à « lui assurer la protection » nécessaire. Pour les

intervenants, le projet de loi qui stipule que « la Haute autorité peut être saisie par une personne physique ou morale sur des informations, des données ou des preuves liées aux faits de corruption, à condition que la plainte ou la dénonciation soit écrite et signée de même qu'elle doit contenir assez d'éléments liés aux faits de corruption ainsi qu'à l'identité du dénonciateur », ne détaille pas avec précision la protection dont le dénonciateur de faits de corruption doit bénéficier.

« Même s'il met, effectivement, un terme aux dénonciations calomnieuses, l'article 5 du projet de loi ne rend pas justi-

ce aux personnes auteurs de véritables dénonciations », ont-ils jugé, ajoutant que ce projet « ne contient aucune facilitation ou motivation encourageant à dénoncer les faits réprimés par le législateur dans ce domaine ».

Les députés ont proposé également la désignation des délégués de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption à travers le territoire national, soulignant l'importance de « publier le rapport annuel de l'Autorité sur son site électronique après sa présentation au président de la République ».

Sarah O.

ENRICHISSEMENT ILLICITE

Les fonctionnaires corrompus dans le viseur d'une instance d'enquête

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a affirmé que la loi 06-01 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption fera l'objet, cette année, d'un « amendement » en vue de renforcer les dispositions visant la prévention contre la corruption et celles relatives à la récupération des fonds détournés, tout en abrogeant les dispositions relatives à la Haute autorité y afférente. Lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale, consacrée à la présentation et l'examen de l'avant-projet de loi fixant l'organisation, la composition et les pré-

rogatives de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption. Tabi a fait état de la création, en vertu des lois visant la lutte contre la corruption sous toutes ses formes, « d'une instance d'enquête » sur les signes d'enrichissement illicite chez les fonctionnaires publics, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Conseil des ministres du 2 janvier dernier, portant création d'une instance d'enquête sur les signes d'enrichissement illicite des fonctionnaires publics. Les nouvelles dispositions introduites proposent la création d'un « mécanisme

opérationnel et d'application » pour vérifier les déclarations de patrimoine, en ce sens que la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption sera dotée d'une « structure spécialisée habilitée à mener des enquêtes financières et administratives sur l'enrichissement illicite des fonctionnaires publics qui ne seront pas en mesure de justifier la source de l'augmentation de leurs revenus et avoirs », a expliqué le ministre. « Les enquêtes peuvent toucher toute personne potentiellement impliquée dans la dissimulation d'une richesse injustifiée d'un

fonctionnaire public, surtout s'il s'avère que ce dernier en est le véritable bénéficiaire », a-t-il ajouté. À noter que, selon le projet de loi, « toute personne physique ou morale peut saisir la Haute autorité de faits de corruption (informations, données ou preuves) » et « pour être recevables, les plaintes ou signalements doivent être adressé(e)s par écrit, être signé(e)s et contenir des éléments sur les faits de corruption et des éléments suffisants sur l'identité de l'auteur du signalement ». À travers ce nouveau mode de signalement, il s'agit d'en finir définitivement avec les signalements ano-

nymes, a affirmé Tabi. Cette autorité œuvrera à la promotion et au renforcement du rôle de la société civile dans la lutte contre la corruption par la mise en place d'un réseau favorisant la transparence dans l'organisation des activités caritatives, religieuses, culturelles et sportives des établissements publics et privés. Signalant que la Haute autorité « établira un rapport annuel sur ses activités qu'elle soumettra au Président de la République et informera l'opinion publique de sa teneur, en consécration de la culture de transparence ».

Sarah O.

ORAN

Les travailleurs de la SERA sans salaire depuis huit mois

Sans salaire depuis huit mois, les travailleurs de la société des routes et des aérodromes (SERA), sont toujours dans l'expectative et leur situation n'a toujours pas changé. Aujourd'hui et alors que le mois sacré de Ramadhan approche à grands pas, ils risquent de se retrouver sans ressources si une solution n'est pas mise en branle par les autorités de tutelle.



Samedi, ils ont observé un sit-in devant le Siège de la wilaya, pour tenter d'attirer l'attention du wali et les responsables du secteur sur leur situation, qui, selon eux, reste floue. Un des protestataires dira à ce propos : « comme vous pouvez le constater, nous nous apprêtons à passer le mois de Ramadhan sans salaires. Nous sommes désormais dans une situation critique. Même le ministère de tutelle n'a pas trouvé une solution pour faire relancer les projets qui permettaient à l'entreprise d'avoir un plan de charge et remporter des projets », dira-t-il avant d'ajouter : « notre souhait est de savoir quel sort on

réserve à cette entreprise qui était pourtant prospère. Nous voulons être fixés sur notre sort pour savoir de quoi sera notre lendemain. Nous laisser comme ça livrés à notre triste sort est inadmissible ». Par ailleurs, des sources ont indiqué que les travailleurs et pour faire entendre leur voix, ont durci leur mouvement en procédant à la fermeture de l'accès de la direction de l'entreprise au staff de la direction.

« Nous attendons qu'il dépose son bilan et qu'il parte car il a donné l'impression d'être un liquidateur plutôt qu'un gestionnaire en mesure de remettre à flot l'entreprise », diront des travailleurs avant d'indiquer qu'ils attendent toujours que la tutelle

tienne sa promesse en élaborant un plan de sauvetage de l'entreprise qui draine une longue expérience et qui est, apparemment vouée à la faillite si une solution urgente ne vient pas la sauver.

34 CONSTRUCTIONS ILLICITES DÉMOLIES À AIN EL-TURCK

Des constructions illicites, érigées à Cap Falcon, dans la daïra d'Ain El-turck, ont été démolies, en ce début de semaine a-t-on appris de sources proches de l'administration communale. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le phénomène des bidonvilles dans cette daïra côtière et cible toutes les constructions illicites sur le littoral balnéaire. Au total 34

constructions ont été démolies. 15 constructions érigées à Cap Falcon, 16 à El Ançor et 3 à Bousfer. « Les démolitions ne vont pas cesser et vont cibler les nouvelles et les anciennes constructions illicites recensées dans la daïra, en vue de nettoyer la zone côtière et la protéger du phénomène de la bidonvilisation », ont indiqué nos sources. La construction de l'espace du littoral, pourtant protégé par plusieurs lois, a participé à l'érosion de la bande sableuse et à la régression de l'activité touristique balnéaire dans la région. Pour un grand nombre d'occupants de ces constructions illicites, la seule justification qu'ils avancent justifier leur acte est leur « droit au logement ».

Il y a lieu de noter que suite aux dernières opérations de relogement, le nombre d'habitations illicites a explosé au niveau de la bande côtière d'Oran ce qui a poussé les responsables locaux à réagir et à décider des opérations de démolition. Par ailleurs, nous avons appris que les constructions illicites réalisées sur une terre agricole à Bousfer ont été démolies. En effet, comme nous l'avions rapporté dans l'une de nos précédentes éditions, les services agricoles de la daïra d'Ain El-turck, sitôt informés du morcellement d'une Exploitation agricole collective et la cession de lots de terrain à bâtir, ont pris les mesures nécessaires pour protéger le foncier agricole et démolir les fondations en voie de construction.

Slimane B.

BOUIRA

Le siège de la wilaya doté d'un bureau d'accueil des citoyens

Dans le cadre de l'amélioration des services, le bon accueil et l'orientation du public et toutes autres personnes qui se rendent au siège de la wilaya de Bouira, un bureau d'accueil où sont affectés trois jeunes fonctionnaires, deux filles et un garçon, au bureau d'accueil nouvellement aménagé à l'entrée principale du même siège. Les trois jeunes, agents d'accueil, sont en relation avec l'ensemble des services de la wilaya et en contact avec le public, une tâche assurait auparavant par les agents de sécurité de la même administration, les quels, il faut le dire manquent d'expérience et qui sont généralement d'un niveau scolaire juste moyen. Le premier magistrat de la wilaya, Lakhel Ayat Abdeslam, n'a pas tardé à prendre cette initiative, la première du genre au niveau national, qui était d'abord d'installer un bureau d'accueil équipé de tout le matériel nécessaire, et ensuite affecté trois jeunes qui forment « la vitrine » du siège de la wilaya. L'ensemble des citoyens que nous avons accostés hier au siège de la wilaya, diront qu'ils sont satisfaits du service de ce bureau notamment en terme d'information et d'orientation. Nos interlocuteurs espèrent voir cette initiative s'élargir vers toutes les administrations publiques au niveau de la wilaya. Par ailleurs, le wali avait installé plusieurs cellules d'écoutes, d'accueil et d'orientation au niveau de son cabinet, des cellules qui sont gérées par des attachés de cabinet et ce en plus au registres de doléances mis au service de simples citoyens, des acteurs du mouvement associatif et des investisseurs qui se rendent au siège de la wilaya pour différents services. Une louable initiative que tout le monde espère voir s'élargir vers toutes les administrations publiques au niveau de la wilaya de Bouira en particulier et au niveau national en général.

Omar Soualah

SECTEUR DE L'ÉDUCATION

Les syndicats montent au créneau à Oran

Ce mois de mars semble être celui de la contestation dans le secteur de l'Éducation dans la wilaya d'Oran. En effet, plusieurs mouvements sont annoncés dans ce sens par le personnel administratif ou celui chargé de la pédagogie. Outre les mises en garde du bureau régional de l'UNPEF qui a, il y a à peine quelques jours, exprimé son mécontentement de la gestion de différentes questions liées au secteur, voilà qu'un autre syndicat décide de sortir de son silence et d'annoncer carrément une journée de grève le 27 mars prochain accompagnée de rassemblements le 28 du même mois au niveau de la direction de l'éducation d'Oran. Il s'agit du Syndicat autonome des directeurs de l'enseignement moyen qui a en plus de la grève décidé de boycotter toutes les tâches pédagogiques, financières et administratives, ne pas communiquer les notes du deuxième trimestre des élèves, ne pas organiser de conseils de classes et de distribuer

les bulletins de notes. Le même syndicat prévoit également dans le cadre de la contestation de ne plus répondre aux correspondances de la direction de l'éducation et refuse l'application du projet de loi de finances 2022, ainsi que le boycott des examens de fin de cycle. De ce qui est des raisons de cette montée au créneau, ce syndicat évoque des transferts arbitraires sur décisions du directeur de l'éducation sans le passage par le cadre juridique, alors qu'ils subissent des pressions quotidiennes qui entravent le bon fonctionnement de leur travail, le tout devant un mutisme inexplicable de la tutelle qui ne fait rien pour régler leurs problèmes. De ce qui est de l'Unpef, il est à rappeler que le syndicat a mis en garde, le 12 mars dernier en marge de la conférence nationale sur la rentrée scolaire 2022/2023, l'atteinte aux acquis des travailleurs, dont la réduction de postes pédagogiques. Une question qui préoccupe beaucoup plus le

bureau de l'UNPEF de la wilaya d'Oran qui a appelé à ne pas céder les postes déjà obtenus en plus de renforcer la wilaya de nouveaux postes budgétaires notamment pédagogiques. Le même syndicat a d'autre part appelé à accélérer le processus de révision du statut particulier des travailleurs du secteur en appliquant un effet rétroactif à partir du premier janvier 2022, tout en demandant aux hautes autorités de prendre sérieusement en charge le dossier du point indiciaire ainsi que la réouverture du dossier de la retraite anticipée et sans condition d'âge.

Le syndicat a dans le même contexte revendiqué l'intégration rapide des enseignants contractuels dans des postes permanents. Par ailleurs, il a accusé l'administration de réprimer les représentants syndicaux, et de s'adonner à des pratiques malsaines au sein de la commission des œuvres sociales de la wilaya d'Oran.

Ania Nch

POINT COVID-19

12 nouveaux cas, 10 guérisons et un seul décès

Douze (12) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 10 guérisons et un seul décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 265 562, celui des décès à 6 872, alors que le nombre des patients guéris est passé à 178 198 cas. Par ailleurs, 7 patients sont actuellement en soins intensifs, note la même source, ajoutant que 9 wilayas ont enregistré de 1 à 9 cas alors que 39 autres n'ont enregistré aucun cas. Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exigeait de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le port du masque.

RESSOURCES EN EAU

Les barrages remplis à 37%

Le taux de remplissage des barrages a atteint 37% soit 2,1 milliards M3, a fait savoir hier l'inspecteur général du ministère des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Omar Bougueroua. Invité de la Radio nationale, M. Bougueroua a indiqué que cette quantité était "insuffisante" au regard des capacités de stockage estimées à neuf (9) milliards M3. L'Algérie dispose actuellement de 75 barrages en cours d'exploitation, cinq (5) qui entre-

ront en service prochainement, en sus de cinq (5) autres barrages en cours de réalisation, a fait savoir le responsable.

Et d'ajouter "un programme a été arrêté visant à atteindre un volume de 12 milliards M3 d'eau stockées à moyen terme à travers l'adaptation aux changements climatiques par l'utilisation des ressources en eau durables non conventionnelles, à savoir les eaux des stations de dessalement des eaux de mer et des stations d'épu-

ration des eaux usées". Dans ce contexte, M. Bougueroua a fait observer que les régions ouest du pays connaissent le plus grand déficit en ressources hydriques en raison de la faible pluviométrie enregistrée par rapport aux wilayas de l'Est. Ce constat, poursuit le responsable, a fait que le secteur s'oriente vers les grands transferts et le raccordement des barrages situés sur la bande côtière pour constituer des stocks stratégiques. Le responsable a insisté

également sur la bonne gestion des eaux en rationalisant la consommation. Rappelant que les barrages constituent 33% seulement des ressources en eau produites à l'échelle nationale, les nappes phréatiques (50%) et les stations de dessalement et d'épuration (17%), l'inspecteur général du ministère a précisé que ce sont les wilayas ayant été raccordées aux barrages, ces deux dernières années, qui souffrent le plus du déficit hydrique en raison de la

faible pluviométrie.

Face à cette situation, le secteur a mis en place un programme d'urgence pour le forage de puits et la réalisation des stations de dessalement et d'épuration des eaux usées pour couvrir les besoins de la bande côtière et des Hauts-plateaux, des régions marquées par la faible pluviométrie à laquelle s'ajoute le manque d'autres ressources hydriques, a rassuré le responsable.

APS

POUR DES MILLIERS DE RÉFUGIÉS AFGHANS

Un avenir encore incertain aux Etats-Unis

Dans un quartier historique de Boston, Israr et Sayeda cherchent toujours leurs marques plusieurs mois après avoir fui l'Afghanistan: il faut trouver un travail, manier l'anglais, accueillir prochainement un premier enfant, mais aussi garantir leur avenir encore incertain aux Etats-Unis.

Comme pour les plus de 76.000 autres Afghans, évacués par l'armée américaine après la chute de Kaboul aux mains des talibans, le chemin vers un statut légal permanent du jeune couple, qui a demandé à être identifié par leurs seuls prénoms, est semé d'embûches. Israr, qui était interprète pour les militaires américains, et sa femme, ont été évacués à titre humanitaire, un "statut fragile" qui n'offre qu'un permis de résidence de deux ans selon les organisations d'aide aux réfugiés installés aux Etats-Unis.

Après un voyage éprouvant de plusieurs mois qui les a menés de Kaboul à Boston, en passant par le Qatar et une base militaire au Texas, ils ont été pris en charge par un couple qu'ils considèrent désormais comme leurs seconds parents. "Mon père y travaille", dit ainsi le jeune homme de 26 ans en évoquant sa demande de statut d'immigrant. "Il m'a trouvé un avocat bénévole". Israr avait soigneusement rassemblé tous ses papiers avant de rallier l'aéroport de Kaboul au milieu du chaos à la chute du régime afghan fin août 2021. Sayeda, 23 ans, en avait une partie sur elle, pensant que les talibans ne fouilleraient pas une femme.

Mais en chemin, elle a été frappée au point de ne plus pouvoir marcher. Israr, lui aussi battu, a tout abandonné pour la porter. "J'ai perdu mes bagages, mes documents, mon argent, mes habits, tout ce que j'avais", dit-il à l'AFP. Ils ont finalement pu monter dans un avion avec seulement leurs passeports et une poignée de papiers. Pour l'instant, leurs options pour un statut permanent sont le Visa d'immigration spécial (VIS) réservé aux Afghans ayant aidé l'Etat américain et l'asile, qui s'avèrent chacun compliqués à obtenir.

"EVIDENCE"

Les organisations de défense des réfu-



PH : DR

giés insistent auprès des responsables politiques pour que leur soit garantie une voie vers une résidence permanente, alors que tous les yeux sont tournés vers l'invasion russe de l'Ukraine. La sénatrice démocrate Amy Klobuchar assure qu'elle y travaille et Krish O'Mara Vignarajah, du Lutheran Immigration and Refugee Service (LIRS), affirme que des élus républicains y sont aussi favorables. "Pour nous, c'est une évidence", lance Mme Vignarajah, consciente des "défis" à surmonter. L'asile "est difficile à obtenir", explique-t-elle à l'AFP, car il faut présenter de nombreuses preuves d'une crainte crédible de persécution dans son pays d'origine. Or, pour éviter les représailles de talibans, les Afghans ont été encouragés à détruire les documents montrant qu'ils ont coopéré avec les Américains. "Ces documents qui pourraient être une sentence de mort en Afghanistan sont ceux qui pourraient leur faire obtenir l'asile aux Etats-Unis", dit-elle, évoquant "une situation potentiellement inextricable".

"INJUSTE"

Jeffrey Thielman, de l'International Institute of New England (IINE) qui a aidé Israr et Sayeda, a déjà l'exemple d'un tribunal ayant rejeté une demande d'asile, estimant

les craintes de persécutions présentées par le demandeur "trop générales". Les Afghans sont pourtant arrivés aux Etats-Unis après un examen minutieux de leur dossier, explique-t-il. "Ils ont suivi le programme d'orientation culturelle, ils travaillent, leurs enfants vont à l'école, ils vont trouver du travail. Il serait très injuste de les renvoyer", dit-il.

Il y a 17.000 demandes de VIS et 600.000 demandes d'asile encore en souffrance, selon Mme Vignarajah. Stephen Legomsky, expert de l'immigration à l'Université Washington de St. Louis (Missouri), a récemment livré une ardente plaidoirie en faveur des Afghans comme Israr et Sayeda. "Ils ont, au mépris des grands risques pour leurs vies, aidé les civils et les militaires américains en Afghanistan" depuis le début du conflit il y a vingt ans, a-t-il dit devant une commission du Sénat.

Israr et Sayeda sont soulagés et reconnaissants d'avoir "une nouvelle chance" aux Etats-Unis. Mais ils s'inquiètent pour ceux qui sont restés en Afghanistan où la situation humanitaire se dégrade avec la moitié de la population courant un risque de famine cet hiver, selon les organisations internationales. Israr garde pourtant l'espoir "qu'un jour, ma famille me rejoigne".

CHINE

Un avion avec 132 personnes à bord s'écrase dans le Sud du pays

Un Boeing-737 avec à son bord 132 personnes s'est écrasé lundi dans le Sud de la Chine, un accident qui pourrait s'avérer le plus meurtrier depuis 1994 dans ce pays où la sécurité aérienne s'est grandement améliorée. L'appareil a "perdu le contact au-dessus de la ville de Wuzhou" dans la région montagneuse du Guangxi, a indiqué l'administration chinoise de l'aviation civile (CAAC) sans fournir de bilan des victimes. "Il est confirmé que ce vol s'est écrasé", a-t-elle ajouté dans un bref communiqué, précisant avoir dépêché "un groupe de travail" sur les lieux. L'avion transportait 123 passagers et 9 membres d'équipage. Le président chinois Xi Jinping s'est dit "sous le choc" après l'accident, a rapporté la télévision publique CCTV. Dans une inhabituelle réaction à chaud, l'homme fort de Pékin a appelé à "déterminer au plus vite les causes de l'accident", a indiqué la chaîne. Selon les médias locaux, le vol MU5735 de China Eastern Airlines avait décollé peu après 13H00 locales (05H00 GMT) de la métropole de Kunming (sud-ouest). Il avait pour destination Canton (sud), à quelque 1.300 km. Aucun commentaire n'était immédiatement disponible

après de China Eastern, qui a mis dans la foulée son site internet en noir et blanc. L'avion est "complètement tombé en morceaux" après s'être encastré sur un flanc de montagne, a raconté un riverain à un média local. L'accident a "provoqué un incendie" dans la montagne, a de son côté indiqué la télévision publique CCTV, ajoutant que des équipes de secours avaient été envoyées sur place. Selon le site spécialisé FlightRadar24, l'appareil a perdu en l'espace de 3 minutes près de 26.000 pieds (7.925 m) avant de disparaître des écrans radar après 14h22 locales (06H22 GMT).

CATASTROPHES RARES

Les accidents d'avion sont relativement rares en Chine, un pays où le trafic aérien s'est considérablement développé ces dernières décennies et où les mesures de sécurité sont généralement strictes. Le dernier accident majeur dans le pays remontait à août 2010. Un vol de la compagnie chinoise Henan Airlines s'était alors écrasé dans le nord-est du pays et avait fait une quarantaine de morts. Le bilan le plus lourd pour un vol commercial date de 1994. Un Tupolev 154 de China Northwest Airlines s'était

écrasé peu après son décollage de Xi'an (nord), tuant les 160 personnes à bord. De très nombreux passagers chinois avaient par ailleurs péri en mars 2014 lors de la disparition énigmatique du vol MH370 de la Malaysian Airlines, à destination de Pékin. La catastrophe aérienne de lundi est un nouveau coup dur pour Boeing en Chine. En mars 2019, le pays avait été le tout premier au monde à ordonner à ses compagnies de suspendre les vols des appareils 737 MAX pour des raisons de sécurité. L'annonce avait fait suite à deux accidents en quelques mois à l'étranger, qui avaient fait 346 morts. Près de trois ans après ces déboires, le régulateur chinois avait finalement levé en décembre dernier son interdiction de vol pour le Boeing 737 MAX. On ignore encore si ces appareils ont à nouveau repris leurs vols commerciaux en Chine. Cette décision était très attendue par Boeing, dont la Chine est un important marché. Le régulateur conditionnait notamment le retour du 737 MAX dans le ciel chinois à des modifications techniques sur les avions, afin de garantir la sécurité des vols. La Chine a été le dernier grand pays à lever l'interdiction de vol pour cet appareil.

TUNISIE

95 blessés dans une collision entre deux trains

Au moins 95 personnes ont été blessées lundi, la plupart légèrement, dans une collision entre deux trains dans le sud de la capitale Tunis, a indiqué la Défense civile. "La collision entre deux trains a fait 95 blessés qui ont été transportés vers les hôpitaux", a indiqué aux médias le porte-parole de la Défense civile, Moez Treaa, précisant que l'un des trains transportait des passagers alors que le second était vide. L'accident a eu lieu à Jbel Jeloud, dans la banlieue sud de la capitale. Les causes de la collision n'étaient pas connues dans l'immédiat. Selon le porte-parole, la plupart des blessés souffrent de fractures et aucun cas grave n'est à déplorer.

En décembre 2016, cinq personnes avaient été tuées et plus de 50 blessés dans la même zone dans une collision entre un bus de transport public et un train, due à des infrastructures défectueuses. La Tunisie avait connu en juin 2015 l'un des plus graves drames ferroviaires de son histoire récente, avec la mort de 18 personnes dans un accident entre un train et un camion à El Fahes, à une soixantaine de kilomètres au sud de Tunis. Cette collision était due à un défaut de signalisation au passage à niveau.

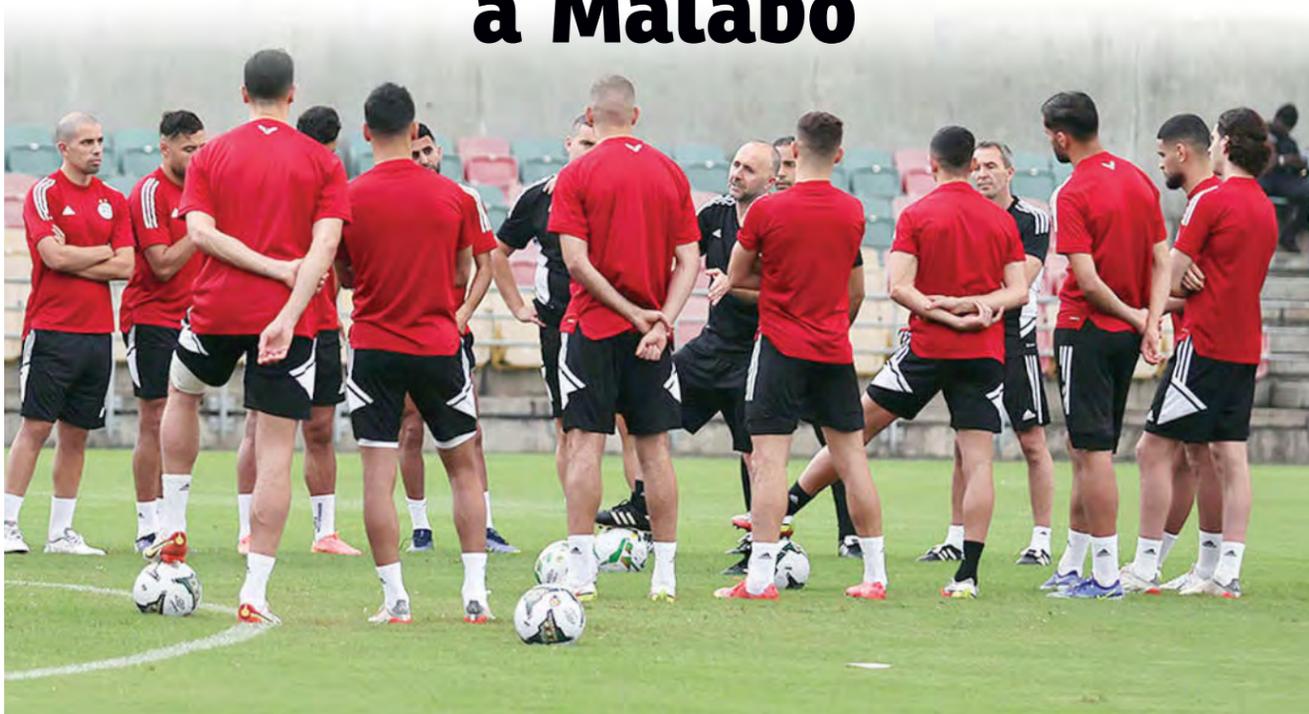
INDONÉSIE

26 migrants sauvés en mer après un naufrage

Vingt-six passagers portés disparus après le naufrage d'un bateau transportant illégalement des migrants au large de l'Indonésie ont été retrouvés vivants, certains après avoir dérivé pendant deux jours, ont annoncé les autorités lundi. Deux passagers sont morts parmi les 86 à bord de l'embarcation se dirigeant vers la Malaisie et qui a chaviré samedi, a indiqué Rully Ramadhiansyah, porte-parole de la base navale de Belawan sur l'île de Sumatra. Le capitaine et trois membres d'équipage ont survécu. "Nous avons retrouvé certains passagers agrippés à des objets flottants, comme des jerrycans ou autres, pour survivre dans l'océan", a déclaré le responsable. "D'autres ont été sauvés par des pêcheurs". Le bateau de pêche en bois a été victime d'une voie d'eau après avoir subi de fortes vagues et a chaviré au large de Tanjung Api en tentant de rejoindre la Malaisie par une route peu surveillée. L'embarcation transportait un nombre de passagers supérieur à sa capacité, avaient annoncé les autorités. Le bilan du nombre de personnes à bord a été revu à la hausse, de 89 à 90, après interrogation du capitaine. La Malaisie accueille des millions de migrants originaires de régions plus pauvres d'Asie, dont beaucoup travaillent dans des secteurs tels que la construction et l'agriculture. Les Indonésiens à la recherche d'un travail en Malaisie voisine entreprennent souvent de périlleuses traversées en mer, et les accidents sont fréquents en raison des mauvaises conditions météorologiques.

72 HEURES POUR PRÉPARER LA BATAILLE DE DOUALA

Les Verts à pied d'œuvre à Malabo



Phs : DR

Si les joueurs évoluant dans les championnats des pays du Golfe ont rejoint Malabo, lieu du mini-stage des Verts avant de rallier Douala en vue du match de vendredi, via Alger, plusieurs de leurs camarades activant en Europe les ont attendus à Paris où l'avion spécial d'Air Algérie a fait escale pour les prendre.

Et pour cause, les joueurs concernés étaient retenus par les matchs de leurs clubs respectifs joués samedi et dimanche. C'est le cas de Slimani, Bennacer, Zerrouki et Guedioura qui étaient libérés par leurs clubs samedi soir, alors que les autres ne se sont libérés de leurs formations que dimanche.

Parmi ce groupe, on peut citer le capitaine Ryad Mahrez. Ce dernier, grand compétiteur, qui a déclaré cette semaine que son ambition est de gagner des titres avec son club plutôt que de privilégier ses statistiques personnelles, a rejoint le groupe des Fenecs avec un bon moral. Et pour cause, son équipe et lui se sont qualifiés aux demi-

finale de la coupe d'Angleterre en validant leur billet sur le terrain de Southampton, une qualification à laquelle a contribué Mahrez en signant un quatrième but dès son entrée en jeu. Voilà qui devra booster son moral avant l'autre rendez-vous important qui l'attend avec l'E.N. contre le Cameroun. Pour sa part, l'attaquant vedette des Verts, Youcef Belaïli, a refoulé dimanche une pelouse qu'il connaît bien, à savoir celle d'Angers. N'ayant pas gardé un excellent souvenir de son passage dans le club français, l'enfant d'Oran qui, d'après son proche entourage, pense à prendre ses marques dans sa nouvelle équipe le Stade Brestois, a été mieux inspiré de sortir une grosse presta-

tion façon de répondre aux responsables angevins qui n'ont pas cru en lui, même si son entraîneur ne l'a incorporé qu'en début de la deuxième période. Faisant partie de l'effectif retenu pour la chaude explication avec le Cameroun, le gardien de but Oukidja et le défenseur central, Aissa Mandi ne jouent que rarement en club. Mandi, qui n'a pas joué contre la Juventus Turin en LDC mardi, avait, néanmoins, quelques jours auparavant affiché une belle forme contre Celta Vigo en sauvant ses bois de deux buts certains lors de la victoire de son équipe 1/0. En se basant donc sur sa belle prestation contre le Celta Vigo, on sait que le coach national peut compter sur lui, surtout qu'il

semble prêt pour le combat. Quant à Alexandre Oukidja qui est relégué au statut de gardien remplaçant, il l'avait encore une fois dimanche à Rennes, toutefois pour Oukidja risque d'être relégué troisième gardien et ce sera Mustapha Zeghba qui a enchaîné les matches avec le club saoudien Damac FC qui devrait être la doublure de l'indéboulonnable Rais M'Bolhi.

Rappelés en Équipe nationale, Hichem Boudaoui n'étaient pas présents au Vélodrome dimanche soir dans le chaud derby entre l'Olympique Marseille et l'OGC Nice en raison de suspension.

Hakim S.

APRÈS AVOIR RETROUVÉ LA PLÉNITUDE DE SES MOYENS

Bennacer encensé de partout

Visiblement, tout le monde en Italie est tombé sous le charme de la vedette algérienne Ismaïl Bennacer qui continue de recevoir de nombreux éloges de la part d'anciens joueurs de son club actuel, l'AC Milan, ainsi que les médias proches du club.

C'est le cas d'ailleurs pour la légende des Rossoneri et de l'équipe nationale italienne, l'ancien défenseur Franco Baresi, qui a adressé un message particulier à l'international algérien, à travers un tweet sur son compte officiel sur les réseaux sociaux. Dans ledit tweet, publié après la fin du match de samedi dernier, Baresi a mis au avant l'esprit avec lequel se distingue le milieu de terrain algérien qui a permis aux siens de décrocher une précieuse victoire leur ayant permis de conforter leur position en tête du classement de la Série A. Baresi a écrit une courte phrase, mais elle porte beaucoup de respect et d'admiration pour Bennacer, qui éblouit les fans milanais jour après jour. : "Un grand esprit..Ismail Ben-



nacer est excellent", a publié l'ancien capitaine de la sélection italienne, accompagnant son tweet par des applaudissements symboliques.

Pour sa part, l'attaquant Ibrahim Diaz a posté une photo de la joie qui s'est emparée de lui aux côtés de son coéquipier milieu de terrain algérien ainsi que l'attaquant international français Olivier

Giroud tout content lui aussi. Quant au célèbre journal italien, "La Gazzetta dello Sport", il a qualifié la star algérienne de sauveur qui a scellé le sort du match de Cagliari d'un coup soudain, au prix d'un but magnifique et d'une grande valeur. Dans le même article, l'on a pas d'ailleurs tari d'éloges sur le joueur de 25 ans. Le journal "News" a salué aussi le but de Bennacer non sans le vanter avec beaucoup d'éloges, en particulier la façon dont il a adressé son tir en reprenant au volet une passe de Giroud, pour tromper le gardien de Cagliari, qui ne s'y attendait pas du tout, comme l'atteste son attitude en restant figé dans les bois.

À son tour, le journal portugais, "Abola", a estimé que le mérite dans la victoire du Milan AC le week-end passé revient à Bennacer qui a battu un record qui à tenu 54 ans, en parvenant à signer un but pour le 15e match de suite en déplacement. Un état de fait qui ne s'est plus produit depuis 1968.

H. S.

**S
T
R
O
P
S**

LIGUE 1 (MISE À JOUR) CRB-MCA au bonheur des puristes

Le derby algérois entre le leader le CR Belouizdad et son dauphin MC Alger, à grand enjeu, sera l'attraction des rencontres de la mise à jour du championnat de Ligue 1, prévues mardi, mercredi, et jeudi.

Aurolé de sa qualification aux quarts de finale de la Ligue des champions d'Afrique, le CRB (1e, 42 pts), auteur de cinq victoires de rang, toutes compétitions confondues, sera face à une belle occasion de creuser l'écart sur son poursuivant direct le MCA (2e, 40 pts).

Le MCA, accroché samedi à domicile par le CS Constantine (0-0), devra puiser dans ses ressources pour réussir cette sortie, et décrocher un bon résultat au stade du 20-août 1955 d'Alger, de quoi lui permettre de rester au contact du leader. Sur le plan des statistiques, le "Doyen" n'a plus gagné au 20-août 1955 depuis le 14 février 2014 (1-0), et accuse dix victoires de retard sur le Chabab qui compte 36 victoires en champion-



R. H. B. G.

nat contre 26 défaites. La JS Saoura (4e, 36 pts), qui reste sur une défaite concédée à domicile face aux Sud-africains d'Orlando Pirates (0-2) en Coupe de la Confédération de la CAF, abordera la réception de l'US Biskra (9e, 33 pts) avec l'intention de se racheter et monter sur le podium. De son côté, l'USB qui a fait du surplace en enchaînant trois matchs sans victoire, aura à cœur de revenir avec un bon résultat de Béchar dans un derby du sud, où les locaux partent favoris. Enfin, le HB Chelghoum-Laïd (14e, 20 pts), qui s'est relancé dans la course pour le maintien en s'imposant vendredi à domicile face à l'US Biskra (3-1), recevra l'ES Sétif (7e, 34 pts) avec l'objectif de l'emporter pour s'éloigner de la zone rouge. L'Entente, qualifiée samedi aux

quarts de finale de la Ligue des champions grâce à sa victoire décrochée dans le temps additionnel à la maison face aux Guinéens de Horoya AC (3-2), tentera de préserver cette dynamique et s'approcher un peu plus du podium.

LE PROGRAMME

Mardi 22 mars :
18e journée : HB Chelghoum-Laïd - ES Sétif 15h00

Mercredi 23 mars :
18e journée : CR Belouizdad - MC Alger 14h30

Jeudi 24 mars :
19e journée : JS Saoura - US Biskra 15h00

MC ALGER

Mohamed Hakim Hadj Redjem nouveau président du CA

Mohamed Hakim Hadj Redjem a été nommé à la tête du Conseil d'administration (CA) de la société sportive par actions "SSPA-Le Doyen-Mouloudia Club d'Alger", dimanche lors d'une réunion des membres du CA, a indiqué lundi un communiqué du club algérois de Ligue 1. "Les membres du Conseil d'Administration ont

décidé à l'unanimité de nommer M. Mohamed Hakim Hadj Redjem en qualité de président du Conseil d'administration, en remplacement d'Amar Brahmia, et ce, jusqu'à la fin de la saison sportive 2021-2022.", précise le communiqué. Les membres du CA ont également décidé de maintenir la date du 23 mars 2022 pour la tenue de l'assemblée générale

ordinaire de la "SSPA-Le Doyen-Mouloudia Club d'Alger", tout en préservant la dynamique de bons résultats obtenus jusque-là en championnat national et la sérénité qui prévaut désormais au sein du club. Le Conseil d'administration a appelé à cette occasion les supporters du Mouloudia à se mobiliser pour soutenir et encourager le club.

LIGUE 2 (CENTRE-OUEST)

L'ASM Oran de nouveau dans la zone rouge

L'ASM Oran a glissé de nouveau dans la zone rouge après sa troisième défaite de rang, cette fois-ci à domicile face au MB El Bayadh (3-0), samedi pour le compte de la 22e journée du championnat de Ligue 2 (Centre-Ouest). Cette énième contre-performance plonge les gars de "M'dina J'dida" dans la crise, vu qu'ils sont plus que jamais menacés de relégation, après s'être contents d'un seul point, lors de leur quatre dernières rencontres. "Nous traversons une conjoncture difficile marquée notamment par plusieurs déficiences au sein de l'effectif, déjà réduit avant même les blessures de certains cadre à l'image d'Aoued et Belkabila", a déclaré l'entraîneur Moulay Cherif El Ouezzani à la presse à l'issue du match contre le MB El Bayadh. Le coach Cherif El Ouezzani, le troisième à avoir pris les destinées techniques de l'ASMO cette saison après Salem Laoufi et Abdellatif Bouazza, a avoué, au passage, que la mission des siens pour assurer leur maintien est

devenue "plus ardue", s'engageant toutefois "à tout faire" pour éviter la descente. Le deuxième exercice dans le deuxième palier. Il trouve toujours de la peine pour retrouver sa place parmi l'élite, vu que ses saisons se suivent et se ressemblent, regrette-t-on, dans l'entourage de cette formation qui était, jusqu'à un passé très proche, un véritable réservoir de jeunes talents. Pour sa part, la direction de l'ASMO a imputé ce "triste sort" que connaît son club à la "crise financière aiguë" à laquelle les dirigeants sont confrontés, ce qui a poussé ces derniers à passer leur temps à réclamer de l'aide de la part des autorités locales vu que l'équipe ne bénéficie d'aucun apport de la part des opérateurs économiques. Avant huit journées de la fin du championnat, les Vert et Blanc sont désormais premiers potentiels relégués en pointant à la 13e place avec 25 points obtenus de six victoires et sept nuls contre neuf défaites.

INVAINCU DEPUIS 15 MATCHS

Le CR Témouchent se rapproche de l'accession

Le président du CR Témouchent, Houari Talbi, a affirmé, dimanche, qu'il croyait de plus en plus à la montée après que les siens aient enchaîné leur 15e match sans défaite parvenant, surtout, à battre le principal candidat à la montée, le RC Kouba (2-1), samedi pour le compte de la 22e journée de la Ligue 2 de football (Centre-Ouest). Cette belle série coïncide avec une implication "de plus en plus ressentie" des autorités locales avant le dernier virage dans la course à la montée en Ligue 1, s'est réjoui le patron du CRT. "Je suis soulagé de voir les autorités locales d'Ain Témouchent s'impliquer davantage dans le règlement des problèmes financiers du club, même si leur apport reste insuffisant. J'ai apprécié aussi la présence de certains responsables locaux dans le stade à l'occasion de l'affiche face au RC Kouba", a-t-il déclaré à l'APS. Le CRT, qui a raté de peu l'accession en Ligue 1 la saison passée, revient en force depuis le milieu de la phase aller, ce qui lui a permis de partager le fauteuil de leader du groupe "Centre-Ouest" avec le MB El Bayadh au prix de sa victoire à domicile sur l'ex-coleader, le RCK. "C'est une précieuse victoire, car intervenant dans un moment crucial du championnat. Elle nous permet de croire de plus en plus en nos chances dans la course à la montée. Je suis persuadé que si mon équipe bénéficie davantage de motivations de la part des autorités locales, l'accession ne nous échappera pas", a-t-il ajouté.

Houari Talbi, qui avait annoncé son départ après les incidents ayant émaillé l'assemblée générale ordinaire de son club, il y a quelques semaines, est revenu à de meilleurs sentiments pour "ne pas abandonner les joueurs dans un moment aussi important de la saison", a-t-il justifié. Il fait désormais de l'accession son objectif principal, lui qui a réussi à mener les siens vers le deuxième palier à l'issue de l'exercice 2019-2020. Pourtant, le CRT avait mal démarré la saison sous la houlette de son ex-entraîneur tunisien, Adel Al Atrach, en enregistrant des résultats très modestes, ayant valu à ce technicien son poste. Mais depuis l'arrivée de l'entraîneur Osmane Abderrahmane, les Rouge et Blanc ont sonné le réveil, enchaînant les résultats positifs jusqu'à parvenir à s'installer en tête du classement. En effet, la dernière défaite du CRT remonte au 4 décembre dernier sur le terrain du RCK (1-0), ce qui renseigne de la belle forme affichée par les gars d'Ain Témouchent, dont leur force principale réside au niveau de sa ligne défensive qui n'a encaissé que 5 buts en 22 matchs. Le CRT et le MB El Bayadh se partagent la première place au classement avec 49 points devantant de trois unités le dauphin le RCK, qui avait dominé la phase aller, sachant que seul le premier accèdera en Ligue 1 à l'issue de l'exercice en cours.

La nouvelle masterclass de Xavi

Face au Real Madrid, Xavi a encore montré l'étendue de ses capacités en tant que coach. Pour le plus grand bonheur des Catalans.

Lorsque Xavi Hernandez était nommé nouveau coach du FC Barcelone en novembre dernier, beaucoup avaient logiquement des doutes, et deux lectures existaient dans les médias catalans. D'un côté, la belle histoire potentielle avec un disciple de Cruyff et de Guardiola pour remettre le club dans le droit chemin. De l'autre, un coach avec peu d'expérience outre une aventure au Qatar qui arrivait dans un club en difficulté sur le plan sportif et financier. Mais dimanche soir, l'ancien milieu de terrain a prouvé qu'il a tout pour devenir une référence sur les bancs de touche.

Il faut dire que l'impact a été quasi-médiat. Après plusieurs premiers matchs un peu hésitants certes, le Barça de Xavi a vite trouvé son rythme de croisière. Depuis le début du mois de février, le Barça a par exemple gagné de nombreux matchs en inscrivant quatre buts, face à Valence (4-1), Naples (4-2), l'Athletic (4-2), l'Atlético (4-2), Osasuna et le Real Madrid (4-0). Le Barça refait peur et gagne à nouveau face aux gros clubs, et avec la manière. En plus d'avoir retrouvé une animation offensive très cohérente - en bonne partie grâce aux arrivées hivernales - l'équipe est aussi plus solide derrière, notamment grâce à un bon pressing collectif.

REAL MADRID 0 - FC BARCELONE 5



UN DUEL FACE À ANCELOTTI REMPORTÉ HAUT LA MAIN

Dimanche soir, si beaucoup n'ont rien compris à ce que proposait le coach italien du Real Madrid, le plan de Xavi était très clair, avec des choix forts, à commencer par la défense. Ronald Araujo, excellent dans les duels et le contre un, était ainsi préféré à Alves côté droit en l'absence de Dest, afin de contenir Vinicius Junior notamment.

Dans l'axe, Eric Garcia était aligné aux côtés de Piqué. Un choix payant, puisque l'ancien de City a été la première rampe de lancement des attaques catalanes, avec de nombreux longs ballons qui ont brisé des lignes. Pour le reste, c'était du classique, mais on a vu une équipe qui a dominé son sujet du début à la fin, très cohérente et sûre d'elle avec et sans bal-

lon. Tout le contraire d'un Real Madrid désabusé...

Et même si ça ne date pas d'aujourd'hui, on a aussi encore eu confirmation que le Catalan sait exploiter au maximum le potentiel de ses troupes. En quelques semaines seulement, il a réussi à construire une animation autour de Ferran Torres, Aubameyang et Dembélé ; deux joueurs fraîchement arrivés et un joueur qui semblait perdu pour le Barça. Des éléments comme Adama Traoré ou Gavi sont aussi performants lorsqu'ils sont utilisés. Le tout, avec un Pedri en maître d'orchestre qui progresse de match en match. Sans parler des cadres qui semblaient en retraite comme Jordi Alba, Piqué ou Busquets, qui arrivent finalement à livrer des prestations plus que satisfaisantes. Pas de doutes, Xavi fait des miracles !

PSG

Le club au bord de l'implosion

Auteur d'une prestation insipide au Stade Louis II, dimanche en début d'après-midi, le Paris Saint-Germain s'est lourdement incliné face à l'AS Monaco (0-3) à l'occasion de la 29ème journée de Ligue 1. Une piètre performance ne remettant pas, encore, en cause la suprématie parisienne en championnat mais qui met un peu plus en exergue les tensions régnant actuellement dans les coulisses du club de la capitale.

Absents dans l'engagement collectif, globalement nonchalants et coupables d'un manque d'envie certain, les Parisiens ont affiché un bien triste visage, ce dimanche, en terres monégasques. Balayé par l'intensité asémiste et le doublé de Wissam Ben Yedder, désormais meilleur buteur de Ligue 1 avec 17 réalisations, le PSG a ainsi subi sa troisième défaite de rang à l'extérieur après les revers concédés à Nantes (1-3) puis à Nice (0-1). Une nouvelle claqué reçue après l'humiliation vécue à Madrid en huitième de finale retour de la Ligue des Champions (1-3), qui ne fragilise pas, pour l'heure, la première place du club de la capitale en championnat mais qui inquiète. Qui plus est, au regard, de la tension observée hier sur la pelouse de l'ASM.

Les yeux au ciel, les gestes d'humeur, les protestations ont ainsi été monnaie courante au Louis II. Que ce soit envers l'arbitre, Benoît Bastien, en témoignent les deux cartons jaunes adressés à Neymar et Mbappé, mécontents des décisions prises, mais surtout frustrés de se rendre coupable d'une prestation proche du grotesque. Des signes de colère également présents entre coéquipiers et symbolisés par l'agacement de Kimpembe envers son milieu de terrain aux abonnés absents face à l'ASM. Et dans ce marasme, aucun ne semblait alors en mesure de sonner la révolte. De

UN PSG AU BORD DE L'IMPLOSION !

Pris d'entrée de jeu par l'intensité de la bande à Philippe Clement, le PSG a rarement autant défendu dans une rencontre.

Recroquevillés, tel un animal blessé, les Rouge-et-Bleu ont alors rendu une copie à l'image de leur santé mentale actuelle. Imprécise, fragile, inquiétante. Comment ne pas évoquer dans cette optique les failles aperçues dans la défense parisienne, qualifiée de «passoire» par Marca ? Leader et capitaine incontesté il y a encore quelques mois, Marquinhos s'est, à ce titre, illustré par des approximations de placement, un manque de concentration inhabituel et un marquage parfois douteux (notamment sur le second but de Volland). Dans son sillage, Presnel Kimpembe, pris par la vivacité de Ben Yedder sur l'ouverture du score avant de se rendre fautif face à Volland, entraînant le penalty transformé par ce même Ben Yedder. Mais au-delà de la faiblesse technique qui pourrait être attribuée à tout un onze, c'est surtout l'agacement affiché sur le Rocher qui interpelle.

UN VESTIAIRE INQUIET ET FRUSTRÉ !

En interne, le torchon brûle. Leonardo et Mauricio Pochettino se retrouvent plus que jamais sur la sellette. Nasser al-Khelaifi, bien qu'il devrait poursuivre l'aventure à la tête du PSG, est quant à lui discuté. Les supporters grondent quand certains plongent dans une forme de dépression. Celle d'un fan supportant un club qui, parfois, semble condamné à l'échec. Un climat délétère qui se répand alors, tel un poison progressivement mortel, sur tout un club et à tous les étages. Et ce n'est pas la dernière sortie des Parisiens en L1 qui pourra contrecarrer cette analyse. Des joueurs marqués, désabusés, frustrés et d'autres, à l'image de Geroginio Wijnaldum, qui semblent même totalement hors-piste. Mélangez tout ça et vous obtenez un rendement sportif proche du néant et un vestiaire au bord de l'implosion. De quoi même fragiliser un très probable 10ème titre de champion de Fran-

DORTMUND

Un gros prétendant déjà écarté de la course pour Haaland

Il n'y aurait plus que deux clubs vraiment en course dans ce dossier qui passionne les foules à travers l'Europe... On approche du dénouement. Erling Haaland va vraisemblablement changer de club cet été, les possibilités qu'il reste à Dortmund s'étant visiblement évaporées. Et forcément, tout l'Europe du foot convoite ce talent, sachant en plus que le prix de son transfert sera relativement abordable, avec une clause libératoire de 75 millions d'euros. Même si, il faudra lui offrir un joli salaire et régler des primes et commissions à son entourage. Selon divers médias, le prix total de l'opération s'éleverait à environ 350 millions d'euros sur 5 ans, un investissement qui risque d'être très vite rentable, mais qui comporte aussi, logiquement, des risques. Et comme l'indique le quotidien Marca, un des principaux prétendants du Norvégien n'est plus dans le coup...

UN PRIX PROHIBITIF

Le média espagnol indique que le Barça n'est plus dans le coup, et qu'il ne l'a jamais vraiment été malgré les insinuations et les sorties médiatiques de Joan Laporta. Le Norvégien n'a pas dit non aux Catalans, mais ces derniers n'ont pas les moyens de l'enrôler. Aujourd'hui, il n'y a que deux clubs en course : le Real Madrid et Manchester City. Le Real Madrid est prêt à tout pour s'offrir Haaland et Mbappé le même été, mais Manchester City a aussi des arguments à faire valoir. Dans ce dossier où le Borussia Dortmund n'aura pas de pouvoir de décision vu que la clause sera levée, c'est logiquement le principal concerné qui aura le dernier mot...

la saison» après le fiasco de Madrid. Au Brésil, on pointe surtout un club où il n'y a pas de projet sportif. «C'est un club sans identité et sans direction structurée», analysait ainsi Fernando Campos, journaliste pour «TNT». Un constat lourd de sens allant par ailleurs dans le sens des déclarations accablantes faites par Thierry Henry, consultant pour Prime Video, à l'issue de la rencontre de dimanche. «C'est depuis le début de la saison qu'on voit la même chose, c'est assez souvent que le PSG fait ça. C'est à répétition. Quelle est la ligne directrice du club ? Le maillot doit transcender les gens. Quelle est la ligne directrice ? J'ai joué au Barça, si tu ne respectes pas ce que tu as à faire, tu pars, au Bayern, tu pars, dans les grands clubs, tu pars, au PSG, est-ce que tu pars ? Dix titres, c'est énorme, tu ne dois pas le banaliser, mais tu ne dois pas faire ça (...). Il y a un manque de connexion entre le club et les anciens du PSG, les anciens supporters du club, il est géré comme une compagnie et non comme un club, il faut retrouver cette connexion avec la communauté».

Reste désormais à savoir si le club de la capitale parviendra, un jour, à initier cette harmonie interne. En attendant, il reste 9 matches (avec notamment la réception de l'OM) aux Parisiens pour assurer un dénouement heureux en L1. 9 dates pour atténuer la blessure, 9 rendez-vous pour préserver ce qui l'est. Au risque de plonger une institution entière dans une profonde crise.

TIZI-OUZOU. GLISSEMENT DE TERRAIN À AÏN EL-HAMMAM

400 millions DA pour les études et la démolition

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, en visite, dimanche, à Tizi-Ouzou, a annoncé l'octroi d'une enveloppe financière de 400 millions DA pour la démolition et la réalisation d'une étude pour le confortement du boulevard Amirouche dans la ville de Aïn El-Hammam, au Sud-est de la wilaya, menacé par un glissement de terrain.



Le ministre qui a affirmé que son département est "sensibilisé sur l'urgence" de la situation à Aïn El-Hammam qui vit une situation de glissement de terrain depuis 2006, a indiqué que la "décision a été prise de financer les travaux de démolition et la réalisation d'une étude de confortement". M. Belaribi a, également, assuré que son département prendra en charge les travaux de confortement à réaliser une fois les études terminées. "À la fin des études, qui vont définir le montant réel des travaux à réaliser pour le confortement, le ministère va mobiliser les fonds nécessaires pour la réalisation des travaux de confortement et de remise à état", a-t-il affirmé. Selon une estimation présentée par les services de la wilaya, les travaux de démolition nécessiteront une enveloppe de 350 millions DA auxquels devraient s'ajouter 50 millions DA pour la réalisation d'une étude de stabilité, de

confortement et d'aménagement. Au total, ce sont 26 immeubles, dont 14 publics et 11 privés, abritant 128 logements et 310 locaux qui sont menacés par le glissement de terrain de Aïn El-Hammam qui concerne une superficie de 10 hectares à travers le territoire de la commune dont deux (2) au niveau de la ville où 10 immeubles abritant 54 logements et 168 locaux, ont été déjà démolis en 2009 et 2019. Le ministre a également inspecté, lors de cette visite, le projet du stade de 50 000 places de Boukhalfa, dans la commune de Tizi-Ouzou. Sur place, un exposé lui a été présenté faisant état de la réalisation de 85% de travaux. M. Belaribi

a insisté sur "la reprise incessante des travaux" au niveau de cette "importante infrastructure" qui accuse un retard de réalisation de plusieurs années. Lors de cette visite, le ministre a inspecté des chantiers relevant de son secteur, procédé à la pose de la 1ère pierre du projet 1354 logements AADL dans la commune de Tizi-Ouzou et présidé une cérémonie de remise de clefs aux bénéficiaires de différentes formules de logements et de décisions de logements ruraux.

MOSTAGANEM. REBOISEMENT Plantation de plus de 62 000 arbustes depuis octobre dernier

Les services de la conservation des forêts de la wilaya de Mostaganem ont planté plus de 62 000 arbustes depuis le lancement de la campagne de reboisement de cette saison en octobre dernier, a-t-on appris, dimanche, de la cellule d'information et de communication de cette administration forestière. Selon un bilan dont une copie a été remise à l'APS, quelque 39 600 arbustes dont 600 plants d'oliviers ont été mis en terre, dans le cadre du programme du développement rural de la wilaya, ainsi que 22 400 arbustes au titre du programme annuel visant la plantation de près de 26 000 arbustes. La conservation des forêts a eu la part du lion dans la cadre de la plantation de 52 000 arbustes, suivie d'une opération de plantation de 5 500 arbustes, puis d'une autre de type semi urbaine pour la plantation de 3.600 arbustes, a ajouté la même source. À ces opérations, il faut ajouter un projet de plantation de 20 000 arbustes, ayant fait l'objet d'une donation d'un membre de la communauté algérienne résidant à l'étranger. Les services de la conservation des forêts ont reçu un premier quota de cette donation, estimé à 8 000 arbustes, en majorité des cyprès et de tonnelles, des variétés destinées aux agriculteurs. Il a été procédé, à l'occasion de la célébration de la fête de la victoire, à la mise en terre de 600 arbustes, à l'initiative de la Radio nationale (Chaîne 3) au niveau du centre d'enfouissement technique (CET) de la wilaya sis dans la commune de Sayada.

CONSTANTINE. COVID-19

Formation des psychologues sur les techniques de prise en charge des malades

Une session de formation sur les techniques de prise en charge des malades atteints de Covid-19 a été organisée au profit des psychologues de l'établissement public hospitalier (EPH) de la commune d'El Khroub, dans la wilaya de Constantine, a-t-on appris dimanche auprès de cette structure de santé. Intitulée "Covid-19 et santé mentale", la formation qui a été organisée à la fin de la semaine dernière, s'inscrit dans le cadre des directives du ministère de la Santé depuis l'apparition de cette pandémie, visant à soutenir l'effort du personnel de santé, médical et paramédical, pour endiguer sa propagation, a déclaré à l'APS le directeur de cet établissement de santé, Nadir Tayeg. "Les thématiques ont porté sur l'explication du rôle du psychologue dans la prise en charge des patients contaminés par le coronavirus, notamment les malades chroniques, les femmes enceintes et les personnes âgées ayant des

complications", a souligné le même responsable. Selon le même responsable, "les effets psychologiques du coronavirus observés dans la pratique quotidienne de cette catégorie de patients, les tests de troubles psychologiques, les techniques et les moyens de prise en charge ainsi que les méthodes de communication avec les malades, figurent également parmi les thèmes débattus lors de cette rencontre".

La formation, a-t-il poursuivi, a pour objectif aussi "le renforcement des capacités de cette frange de professionnels en tant que référents techniques en santé mentale et soutien psychosocial des malades souffrant du coronavirus et leurs familles, et ce, afin d'améliorer la qualité des soins". "Il s'agit d'une formation sur la prise en charge psychosociale relative à l'aide morale, en passant par l'information sur la détresse psychologique dans un contexte de Covid-19", a révélé de son côté, Latifa Nouri, psychologue, coordi-

natrice de cet établissement de santé et encadreur de cette formation. Elle a ajouté que la multiplication de ce genre d'initiatives, faisant partie également du programme de formation continue, est jugée "nécessaire" pour que les psychologues du centre de prise en charge des cas de Covid-19, puissent faire face aux différents types de comportements observés, à travers l'écoute et la prise en charge de la détresse psychologique des malades en particulier. Pour rappel, cinq sessions similaires, visant à échanger les expériences entre les psychologues de cette infrastructure sanitaire dans ce domaine, ont été organisées depuis l'émergence de cette pandémie, à travers des visioconférences au cours desquelles différents thèmes ont été traités, en l'occurrence les troubles de la mémoire des malades atteints de Covid-19, l'intervention et l'accompagnement psychologique en situation d'urgence et l'initiation à l'expertise psychologique.

ORAN. BARRAGE VERT

Rencontre de sensibilisation sur la relance du projet

"La relance du barrage vert" a été au centre d'une journée d'étude, organisée dimanche à l'Université des Sciences et Technologies, USTO "Mohammed Boudiaf" d'Oran, pour sensibiliser les étudiants sur l'importance de ce projet dans l'écosystème et la lutte contre l'avancée du sable.

En marge de cette rencontre, le directeur du laboratoire de recherche en production et valorisation végétales et microbiennes à l'USTO, Abderrazek Djaber a insisté sur la mise en place d'une commission scientifique pluridisciplinaire portant sur les domaines du sol, des plantes, des semences et de l'aménagement urbain à l'effet de réussir le projet de relance du barrage vert. Dans son intervention intitulée "le barrage vert: résultats et défis", le conférencier a donné un aperçu sur le barrage vert, lancé en 1972, et des possibilités qui y sont exploitées. Le Pr. Djabeur, également doyen de la Faculté de Sciences naturelles et de la Vie à l'USTO, a fait plusieurs suggestions pour la réussite du projet. Dans ce sens, il a insisté sur la nécessité de diversifier les types de plants destinés à ce projet et de sélectionner la qualité adaptée au climat, à la région et à son sol.

Il a également préconisé le choix d'arbres peu consommateurs en eau et l'approvisionnement en plants à partir des pépinières proches des zones ciblées ainsi que l'entretien permanent des plants. Pour sa part, la chercheuse Sebaa Hanane, membre d'une équipe du labo-



ratoire de production et de valorisation des plantes et des microbes, a estimé que "l'implication des populations nomades au projet de relance du barrage vert est nécessaire à sa réussite, car il vise à maintenir l'équilibre écologique en offrant aux populations de la région diverses opportunités comme la création de pépinières." L'intervenante a proposé de multiplier les sorties de terrain des spécialistes pour connaître l'état des végétaux et suivre les opérations de plantation. Elle a également recommandé de fournir à ces spécialistes tous les moyens pour qu'ils remplissent leurs missions et coordonner le travail entre les divers laboratoires scientifiques, notamment ceux activant dans les domaines des biotechnologies végétales et des variétés végétales. Organisée à l'occasion du 60ème anniversaire de la fête de la Victoire, la journée d'étude vise à "sensibiliser les étudiants sur l'import-

ance de relance du projet du Barrage Vert, l'une des recommandations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune", a souligné le chef du bureau de wilaya de l'Union nationale des étudiants algériens (UNEA), Belhadj Djelloul Sohaib Abderrahim, en marge de cette rencontre à laquelle ont pris part le vice-recteur de l'USTO, chargé du développement et de la prospective, Mabrouk Haman.

La journée d'étude s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des forêts. Elle a été organisée par l'UNEA, en coordination avec les laboratoires de "Recherche pour la production et la valorisation des végétaux et microbiens" et "Environnement" relevant de l'Université des Sciences et Technologies "Mohammed Boudiaf" d'Oran.

EL-BAYADH. BARRAGE

DE BREZINA

Un apport de quelque 8 millions m3

Un apport de quelque 8 millions de mètres cubes d'eau est venu renforcer le barrage de Brezina au sud d'El Bayadh suite aux pluies qui se sont abattues le week-end dernier dans la région, a-t-on appris dimanche du directeur des ressources en eau de la wilaya, Djebbar Belmerir. Les dernières pluies qui se sont abattues sur la wilaya ont contribué à augmenter le niveau d'eau du barrage qui emmagasine 20 millions m3, soit un taux de remplissage de 40 % de la capacité totale de stockage de cet ouvrage hydraulique, estimée à 123 millions de mètres cubes d'eau, a indiqué M. Belmerir. Les eaux du barrage de Brezina destinées pour l'essentiel à l'irrigation agricole, a-t-il relevé, ont connu récemment une baisse sensible en raison de la faible pluviométrie dans la région. Pour pallier à ce déficit et permettre aux agriculteurs et investisseurs de Brezina de bénéficier de l'eau d'irrigation, les services de la Direction des ressources en eau ont octroyé, depuis l'année 2021 jusqu'à l'année en cours, plus de 60 permis de forage de puits au profit d'agriculteurs et d'investisseurs des différentes régions de la wilaya y compris Brezina. Il existe actuellement plus de 200 autres dossiers de demande d'autorisation de forage de puits déposés par des agriculteurs et investisseurs, en cours d'examen, selon Djebbar Belmerir. À signaler que le barrage de Brezina assure l'irrigation en eau de plus de 80 agriculteurs et investisseurs exerçant, en majorité, dans l'oasis de Brezina, laquelle s'étend sur une superficie de plus de 170 hectares, en plus d'autres qui activent dans le périmètre agricole de "Dhayat El Bagra" qui s'étend sur une superficie de 900 ha.

SOUK-AHRAS. RÉSEAU DE GAZ NATUREL

Plus de 290 foyers raccordés à Merahna et Sidi Fredj

Les autorités de la wilaya de Souk Ahras ont procédé, dimanche au raccordement au réseau de gaz naturel de 292 foyers situés dans plusieurs mechtas des communes de Merahna et Sidi Fredj. Il s'agit de 252 foyers situés dans les mechtas "Ras El Gueni", "Ain El Gueni", "Ain Guaroura" et "Sidi Saber" dans la commune de Merahna, qui ont été raccordés au réseau de gaz naturel pour un montant de 79 millions DA dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, selon les explications fournies au wali, Lounès Bouzegza, par le directeur par intérim de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz de Souk Ahras, Tahar Sari. L'opération a ainsi nécessité la réalisation d'un réseau de distribution de 42 km, a précisé M. Sari. Dans le cadre de la visite effectuée par le wali dans les communes de Merahna, Sidi Fredj et Ouilène, il a été également procédé au raccordement de 40 foyers au réseau de gaz naturel dans la région

d'"Ezzaouia" dans la commune de Sidi Fredj pour un budget de 10 millions DA, a-t-on souligné, faisant état de la pose d'un réseau de cinq (5) km dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales. Dans le cadre de la concrétisation du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'agissant de l'alimentation des exploitations agricoles en électricité, les autorités ont également raccordé neuf (9) exploitations agricoles à l'électricité dans la daïra de Merahna, sur un total de 16 exploitations agricoles dont les travaux ont été achevés, et ce, pour un budget de 19 millions DA au profit des exploitations agricoles situées dans les communes d'Oum Laâdaim, Safel El Ouidene, Lahdada, Lakh dara, Merahna et Sidi Fredj. Selon la chargée de communication auprès de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz, Siham Benaïcha, le nombre des exploitations agricoles concernées par le raccordement à l'électricité est de 39

actuellement en cours de réalisation à travers le territoire de la wilaya. La concrétisation de ce programme "ambitieux" est en mesure de garantir l'extension des activités agricoles dans ces exploitations, la création de richesse et l'ouverture de nouveaux postes d'emploi, en plus de la fixation des habitants dans leurs régions d'origine, a estimé Mme Benaïcha. Les autorités locales ont également procédé à la mise en service du projet de réalisation de l'éclairage public via l'énergie solaire dans la mechta "Sidi Saber" (commune de Merahna), et ce, dans le cadre des efforts des autorités publiques visant la généralisation de l'utilisation des énergies renouvelables en matière d'éclairage public. Le wali a également inspecté des projets de développement de proximité relevant des secteurs de la Santé, de la Jeunesse et des Sports et de l'Éducation. Il a aussi présidé l'ouverture de pistes forestières et le lancement de chantiers d'aménagement urbain dans les communes visitées.

SILA 2022

Participation record avec 1250 maisons d'édition de 36 pays

La 25e édition du Salon international du livre d'Alger (Sila), prévue du 24 mars au 1er avril au Palais des expositions aux Pins Maritimes à Alger, sous le slogan "le livre... passerelle de mémoire", connaîtra une participation record avec 1250 exposants de 36 pays et l'Italie comme invitée d'honneur, a affirmé samedi le Commissaire du salon, Mohamed Iguerb.

Dans un point de presse à la Bibliothèque nationale d'El Hamma, M. Iguerb qui présentait le programme général de la 25e édition du Sila, a indiqué que cet important rendez-vous et après deux années de report en raison des répercussions du Coronavirus, connaîtra "une participation record", avec 1250 exposants de 36 pays, ce qui représente une hausse de plus de 26 % comparative-ment à l'année 2019, dont 266 exposants d'Algérie, relevant, toutefois, "une baisse de la participation algérienne de 12%, comparative-ment à la session 2019, due aux retombées de la pandémie de Corona sur le marché du livre en Algérie".

M. Iguerb a, en outre, indiqué que le choix de l'Italie comme invitée d'honneur de cette édition exceptionnelle du salon, reflète les profondes et séculaires relations historiques entre les deux pays, au regard des liens historiques et du partenariat stratégique bilatéral, saluant dans ce cadre, "l'initiative du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, d'exonérer toutes les maisons d'édition participant à la 25e édition du Sila, des frais de location des stands, une mesure qui a encouragé l'élargissement de la participation étrangère et algérienne à cette manifestation organisée sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts". Et d'indiquer que la superficie totale du Sila 2022, dont l'organisation coïncide avec la célébration du 60e anniversaire de la Fête de la Victoire, et après un quart de siècle de sa fondation, est de 20.000 m2, sur laquelle plus de 300.000 titres dans divers



domaines littéraires et scientifiques seront exposés, a-t-il dit, précisant que les éditeurs algériens occupent généralement la moitié de l'espace d'exposition et proposent 40% de la totalité des titres. Il a en fait souligné la prise de toutes les mesures de prévention pour que les visiteurs du salon respectent strictement les gestes barrières contre le Coronavirus. L'intervenant a ajouté que le budget alloué au salon était de l'ordre de "80 millions DA", notant qu'"il ne dispose d'aucune information sur l'organisation de la prochaine édition du SILA en octobre prochain".

Après avoir évoqué le programme culturel riche et diversifié du salon, réparti sur les différents pavillons, M. Iguerb a précisé que l'ensemble des livres participants sont des publications récentes des maisons d'édition internationales et algériennes, et que la priorité est donnée aux publications scientifiques et universitaires, ainsi qu'au livre littéraire qui connaît un engouement important, tout en attachant une plus grande importance aux publications algériennes, tandis que le livre religieux "recule par rapport aux dix dernières années", a-t-il dit. Le même responsable a, par ailleurs, fait état de la

programmation de cérémonies de distinction de nombre de personnalités culturelles et artistiques algériennes, décédées depuis 2020, dont des romanciers et des poètes. Le Salon, qui verra la participation de l'Italie comme invité d'honneur, rendra hommage aux personnalités italiennes qui ont soutenu la Révolution algérienne.

Un autre hommage sera aussi rendu à Feu Tayeb Boulahrouf, diplomate et moudjahid (1923-2005), et des conférences seront organisées sur la mémoire, l'histoire et la littérature.

L'intervenant a précisé que le continent africain était présent au SILA à travers le pavillon "Esprit du Panaf", dont les conférences porteront sur la littérature africaine contemporaine, les voix féminines en Afrique et les nouveaux discours sur la littérature africaine contemporaine.

Plusieurs ministères et organismes nationaux ont également prévu des activités culturelles dans le cadre de leur participation au salon, notamment le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, le Conseil supérieur de la langue arabe (CSLA) et l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP), a-t-il ajouté, soulignant qu'une application numérique permettait de visi-

ter virtuellement tous les stands du salon et même d'acheter des livres.

De son côté, le chargé de la gestion de la direction du livre et de la lecture publique au ministère de la Culture, Hassan Mandjour, a indiqué que le comité de lecture et de suivi, qui compte des représentants de plusieurs secteurs, "a émis des réserves, lors de cette édition, concernant 185 titres jugés attentatoires à l'identité, à l'État et à la Religion, et ce, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi de 2015 relative aux activités et au marché du livre ».

Dans son intervention, le représentant de l'ambassade d'Italie en Algérie a exprimé sa gratitude pour le choix de l'Italie comme invitée d'honneur de la 25e édition du SILA. Un choix qui dénote "la profondeur des relations historiques entre les deux pays" dans divers domaines, notamment culturel, a-t-il dit, estimant que cette manifestation livresque "permettra de renforcer davantage les relations entre l'Algérie et l'Italie".

CINÉMA

Batman survole toujours le box office nord-américain

"The Batman", le nouvel opus sombre des aventures du justicier masqué, continue à survoler le box-office nord-américain pour la troisième semaine consécutive, selon des chiffres provisoires du cabinet spécialisé Exhibitor Relations publiés dimanche. Le film des studios Warner Bros, où Batman est incarné par l'acteur britannique Robert Pattinson, a engrangé 36,8 millions de dollars de recettes de vendredi à dimanche aux États-Unis et au Canada, et plus de 300 millions de dollars depuis sa sortie. Le long-métrage réalisé par Matt Reeves, au budget de 200 millions de dollars, est également un succès international avec 598 millions de dollars de recettes. Le film d'animation "Jujutsu Kaisen 0" du studio Crunchyroll/Funimation (propriété à 95% de Sony Pictures), se hisse à une surprenante deuxième place pour sa sortie. Également d'inspiration sombre, il raconte le combat d'un jeune homme devenu exorciste contre des esprits maléfiques. Immense succès populaire au Japon, il a récolté 17,7 millions de dollars de recettes sur trois jours dans les cinémas nord-américains, "une sortie énorme" pour un film d'animation selon David Gross du cabinet Franchise Entertainment Research. Il relègue à la troisième place "Uncharted", adaptation du jeu vidéo à succès édité par Sony. Le film, dans lequel Tom Holland incarne un chasseur de trésors, revient en cinquième semaine avec 8 millions de dollars (125,9 millions au total). Une autre nouvelle sortie, le film d'horreur "X", se classe directement quatrième avec 4,4 millions de dollars de recettes. Même si le montant paraît maigre, "un film d'horreur n'est pas cher à faire" et "X", qui a bénéficié de bonnes critiques, "devrait se renflouer et même faire quelques dollars" de bénéfices, selon David Gross. Le voyage continue pour "Dog", cinquième du classement avec 4,1 millions de dollars pour sa cinquième semaine dans les salles obscures.

Voici le reste du Top-10:

6. "Spider-Man: No Way Home" (3,2 millions)
7. "Mort sur le Nil" (1,7 million)
8. "The Outfit" (1,5 million)
9. "The Kashmir Files" (1,5 million)
10. "Tous en scène 2" (1,5 million)

Institutions et établissements culturels présents avec divers programmes au Salon du livre

Des institutions et des établissements culturels prennent part au 25e Salon international du livre d'Alger (SILA), prévu du 24 mars au 1er avril prochain, avec des programmes de rencontres, conférences, expositions et ateliers en lien avec la culture, l'histoire, la littérature ou encore le patrimoine. Le ministère de la Culture et des Arts prévoit d'organiser trois colloques sur, "La présence de la mémoire nationale dans la littérature algérienne", "Le rôle de la traduction dans la réappropriation de la littérature algérienne d'exil" et "L'organisation du marché du livre en Algérie". Le ministère compte également permettre plus

d'élan au 25e Sila en le transférant à l'échelle locale dans les 58 wilayas du pays, à travers le slogan, "Le livre dans la rue", où des activités visant la promotion de l'"acte de lire" sont prévues dans les Bibliothèque principales de lecture publique et leurs annexes, au delà de l'organisation d'expositions et d'ateliers, ainsi que plusieurs compagnes de sensibilisation pour encourager à la lecture. De son côté, l'Agence nationale d'édition et de publicité (Anep) propose une Journée d'étude sur la problématique du patrimoine, où seront abordés des thématiques comme la "Réappropriation et protection du patrimoine matériel et immatériel" et les

"Enjeux autour de la mémoire : restitution des archives, cranes et autres biens culturels". Au delà de sa présence au 25e Sila avec 32 nouveaux titres (dont trois séries) édités entre 2020 et 2021, le Haut Comité à l'Amazighité (Hca) a prévu, pour sa part, un colloque scientifique en trois volets, destiné à tenter d'établir, "La carte linguistique et culturelle de l'Algérie". D'un autre côté, la Bibliothèque nationale sera présente avec deux conférences sur, "Le Dépôt Légal" et "La numérisation" et un colloque national, prévu au siège de la Bn, autour des "Valeurs humanistes dans la culture algérienne", avec des témoignages et des lectures, au delà d'une "Exposition d'images artistiques rares" et d'ateliers sur, "Les services de bibliothèque pour les non et mal voyants", "La restauration de documents rares", et "Des auteurs sur les documents de référence".

Le Conseil supérieur de la Langue arabe a, quant à lui, prévu des rencontres sur les "Réalizations et les perspec-

tives du conseil", entre autres. Dans un autre volet, le Ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a préparé pour le 25e Sila, un programme de quatre conférences sur, "Les règles du discours religieux à travers les espaces de communication sociale", "Histoire du développement de l'édition du Livre Saint en Algérie", "Lectures dans le Livre Saint en relation avec les fléaux et épidémies", et "La vie de son éminence le Cheikh Ahmed Hamani et ses fatwate".

Dans le même élan, le Haut Conseil Islamique a prévu, au delà des échanges quotidiens au niveau de son stand, une Journée d'information sur "Les publications" du Président de cette institution, et une autre sur "Les grands chantiers du Hci", ainsi qu'une conférence interactive sur le 24e anniversaire de la création du Hci.

À chacune de ses éditions, le Sila et la Cinémathèque Algérienne proposent un programme généralement composée d'œuvres en relation avec le pays invité d'honneur.

CONDOLEANCES

Le personnel de la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR), très peinés par le décès de la mère de leur collègue :

Mme. TABTI RADIA
CHEF DE SECTEUR

Présentent à toute sa famille, leurs sincères condoléances et les assurent en cette pénible circonstance de leur profonde sympathie.

Puisse Dieu le Tout-Puissant accueillir la défunte dans son vaste paradis.

Les courses en direct



HIPPODROME KAID AHMED - TIARET
MARDI 22 MARS 2022 - PRIX : KITANIA - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 500 M - DOTATION : 350 000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ -QUARTÉ -QUINTÉ

La descendance D'hem, en puissance

Ce mardi 22 mars on revient à l'hippodrome de Tiaret qui nous propose ce prix Kitania réservé pour chevaux de quatre ans et plus pur-sang arabe né-élevé en Algérie, n'ayant pas totalisé la somme de 351 000 dinars en gains et places depuis septembre passé, qui va servir de support au tiercé, quarté et quinté. Quoique : Fateh D'Hem, Fuji D'Hem et Fadhl El Mesk sortent du lot, la suite du quinté reste assez ouverte, Faiz D'Hem, Chebli, El Ghabra D'Hem et Ezzaim à un degré moindre.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. EZZAIM. Le lot n'est pas assez consistant à l'arrière, il peut accrocher un accessit. Méfiance..

2. CHEBLI. Ses trois dernières sorties plaident largement en sa faveur, malgré le changement de monte, il demeure toujours difficile à négliger. À suivre.

3. SAKHR EL MESK. Il n'a pas été revu en piste depuis le 5 septembre passé. Il risque de manquer de rythme. À revoir.

4. FADHL EL MESK. On peut dire quand même qu'il possède d'assez bonnes références à ce niveau pour figurer dans les meilleures places du podium.

5. FATEH D'HEM. Ce poulain trouve ici un engagement taillé comme un gant. Le gagnant.

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	CORD	ENTRAÎNEURS
M. DILMI	1	EZZAIM	AZ. ATHMANA	57	7	PROPRIÉTAIRE
M. DILMI	2	CHEBLI	A. YAHIAOUI	57	9	PROPRIÉTAIRE
B. FEGHOULI	3	SAKHR EL MESK	YS. BADAOUI	57	13	YS. BADAOUI
B. FEGHOULI	4	FADHL EL MESK	K. HAOUA	57	4	K. FEGHOULI
F. METIDJI	5	FATEH D'HEM	S. BENYETTOU	56	11	H. FATMI
A. AOUSSAT	6	FUJI D'HEM	M. DJELLOULI	55	10	D. DJELLOULI
H. METIDJI	7	EL GHABRA D'HEM	H. BELMORSLI	55	5	H. DJELLOULI
F. METIDJI	8	TAMAYOUZ	JJ : EH. DJELLOULI	55	12	H. DJELLOULI
F. METIDJI	9	ESMERALDA	W. HAMOUL	54	2	D. DJELLOULI
F. METIDJI	10	BRIXSSAM	JJ : HO EL FERTAS	53	8	PROPRIÉTAIRE
AB. KAID	11	ESCADA	AK. DJELLOUL	53	6	PROPRIÉTAIRE
MZ. METIDJI	12	FAIZ D'HEM	JJ : MD. ASLI	52	1	K. ASLI
HARAS EL MESK	13	LAYALI EL MESK	JJ : HA EL FERTAS	51,5	3	K. FEGHOULI

6. FUJI D'HEM. Logiquement, elle n'aura pas à trop forcer sur son talent pour figurer dans les trois premiers de l'épreuve. Base.

7. EL GHABRA D'HEM. Quoique cette jument monte de catégorie ici, elle reste assez difficile à négliger complètement. Méfiance.

8. TAMAYOUZ. Il n'aura pas la tâche facile sur ce parcours, il peut échouer. Tâche difficile.

9. ESMERALDA. Elle est plus ou moins confrontée à une tâche assez difficile sur ce parcours. Au mieux, elle sera cochée dans une longue combinaison.

10. BRIXSSAM. Elle s'attaque à plus

forte partie ici. À revoir dans un autre engagement plus favorable.

11. ESCADA. Rien de probant. C'est l'impasse.

12. FAIZ D'HEM. Ce poulain est bien embusqué au bas du tableau avec 52

kg. Il peut finir dans les cinq premiers. Méfiance.

13. LAYALI EL MESK. C'est le genre de coursier à surveiller de très près. Elle n'est pas là pour faire uniquement de la figuration. Méfiance.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

5. FATEH D'HEM - 6. FUJI D'HEM - 4. FADHL EL MESK - 12. FAIZ D'HEM - 2. CHEBLI

LES CHANCES

13. LAYALI EL MESK - 7. EL GHABRA D'HEM

Aïn Defla : arrestation de 4 individus versés dans le vol des tuyaux métalliques en cuivre



Les services de sécurité de Aïn Defla ont arrêté récemment à Khémis Miliana (27 km à l'est du chef-lieu de wilaya) quatre individus versés dans le vol des tuyaux métalliques en cuivre qu'ils subtilisaient à leurs victimes, a-t-on appris dimanche auprès de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya (CCRP). Suite à une plainte déposée par un promoteur au sujet du vol, fin février dernier, de nombreux tuyaux métalliques en bronze servant au transport de l'eau et du gaz du chantier des 100 logements de la cité "El Wiam" de Khémis Miliana, les éléments de la Brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) relevant de la quatrième sûreté urbaine ont mis au point un plan minutieux visant la neutralisation des mis en cause, a-t-on précisé. Les investigations poussées ont permis aux policiers d'identifier les quatre individus en question âgés entre 18 et 55 ans, en arrêtant deux le 15 du mois courant alors qu'ils étaient à bord d'un taxi, dont la fouille minutieuse leur a permis de mettre la main sur un échantillon des objets volés, a-t-on fait savoir. Acculés, les suspects ont dénoncé deux autres de leurs acolytes qui s'adonnaient au même acte répréhensible, lesquels ont été arrêtés quelques jours après, a-t-on détaillé, faisant état de la récupération d'une grande quantité des objets volés que les mis en cause avaient placés dans divers endroits de la cité "El Wiam" de Khémis Miliana. Un procès verbal a été dressé à l'encontre des membres de la bande comportant notamment les griefs d'"association de malfaiteurs dans le but de s'adonner au vol". Présentés dimanche devant les instances judiciaires compétentes de Khémis Miliana, deux des mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt et les deux autres sous contrôle judiciaire, a-t-on indiqué de même source.

Démantèlement d'un réseau de faussaires de billets de banque à Saida

Les éléments de la section de recherche de la Gendarmerie nationale de Saida ont démantelé une bande criminelle composée de neuf individus dont un ressortissant camerounais activant dans la falsification des billets de banque à travers plusieurs wilayas dans l'Ouest du pays, a-t-on appris dimanche auprès du groupement territorial de ce corps sécuritaire. L'opération a été menée le week-end dernier suite à des informations parvenues à la section de recherche de la Gendarmerie nationale au sujet d'une activité criminelle de falsification de devises à travers plusieurs wilayas dans l'Ouest du pays pour déclencher des investigations. Un plan, mis en place, a permis de mettre fin à l'activité de ce réseau criminel et l'arrestation des mis en cause avec la saisie de faux billets en devises estimés à 4400 euros et un autre montant de vrais billets de 270.000 DA représentant des revenus de cette opération frauduleuse. En outre, quatre (4) kilos de poudre colorée, utilisée dans la falsification de billets de devises, ont été saisis, de même que deux véhicules, a fait savoir la même source, notant que les prévenus arrêtés seront présentés devant la justice une fois l'enquête achevée.



Des milliers d'Américains appellent une entreprise à fermer son usine à Al-Qods occupée

Plus de 11.000 Américains ont signé une pétition appelant une entreprise à fermer son usine construite dans la colonie sioniste d'Atarot sur des terres palestiniennes à Al-Qods occupée. Selon la pétition, reprise par l'agence palestinienne de presse, Wafa, l'ONU a désigné "General Mills" comme étant "l'une des 112 entreprises violent le droit international humanitaire et des droits de l'Homme en opérant dans les territoires palestiniens occupés". L'usine construite dans la zone industrielle d'Atarot, une colonie sioniste illégale à Al-Qods occupée, ajoute le document, "a déplacé, exploité, étouffé et nuit aux vies, aux moyens de subsistance et à la terre des Palestiniens locaux". La pétition a accusé l'entreprise de "profiter" de l'apartheid sioniste et de l'annexion de la Cisjordanie occupée par l'occupation. Les signataires de la pétition ont souligné qu'il était grand temps pour que l'entreprise General Mills, qui dit respecter les droits de l'Homme, mette ses principes en pratique, l'appelant à fermer son usine à Al-Qods occupée.

Trois morts dans un accident de la route à Batna

Trois (3) personnes ont trouvé la mort dimanche suite à un accident de la route survenu dans la commune d'Oued Chaâba (wilaya de Batna), a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la direction locale de la Protection civile. L'accident a eu lieu suite à une violente collision entre un camion et un véhicule touristique à bord duquel se trouvaient les victimes, un homme et deux femmes, selon la même source qui a précisé que l'accident est survenu sur une route non numérotée reliant les routes nationales (RN) 77 et 3 aux environs de la région de Bouarouj dans cette même commune. Les corps sans vie des victimes ont été acheminés par les éléments de la Protection civile vers la morgue du centre hospitalo-universitaire de Batna, a-t-on indiqué. Une enquête a été ouverte par les services concernés pour déterminer les causes et les circonstances de l'accident, a ajouté la même source.

Un quart de la population mondiale manque d'eau potable

Un quart de la population mondiale soit 2 milliards de personnes manque d'eau potable et la moitié (3,6 milliards d'individus) ne dispose pas d'un système d'assainissement adéquat, a indiqué un rapport récent de la Banque mondiale (BM) publié sur son site web. "L'eau est la ressource la plus essentielle. Elle est indispensable au développement, à la croissance et à la résilience. Sans une eau salubre, un système d'assainissement adapté et de bonnes conditions d'hygiène, aucun résultat positif ne peut être atteint dans le domaine de la santé", a souligné le même source "L'impact de ces manques sur le capital humain est alarmant. En 2019, les maladies d'origine hydrique figuraient au 8e rang des causes de mortalité dans le monde, coûtant chaque année la vie à 1,5 million de personnes, principalement du fait de la



mauvaise qualité de l'eau et de l'assainissement", a précisé le rapport. La BM a considéré que malgré les avantages clairement établis de l'investissement dans l'eau pour le développement, la sécurité hydrique est loin d'être atteinte dans de nombreux pays. La pandémie de Covid-19 a mis en évidence les inégalités criantes en matière de services d'adduction et d'assainissement, ainsi

que leurs conséquences importantes sur la santé publique. Ces défis, poursuit l'institution internationale, sont particulièrement sévères en Afrique, où la mauvaise qualité de l'eau est à l'origine de 70 % à 80 % des maladies. Avec l'intensification des sécheresses et des inondations, ainsi que l'assèchement des nappes phréatiques, les villes et les exploitations agricoles se retrouvent en outre de

plus en plus exposées aux pénuries. La BM a annoncé dans ce contexte que le Forum mondial de l'eau, le plus important événement consacré à ce thème, se réunira pour la première fois sur le continent africain du 21 au 26 mars. Alors que les décideurs politiques, les chefs d'entreprises, les ONG, les donateurs et les organisations internationales se retrouveront à Dakar, il est hautement prioritaire d'engager une action d'urgence dans le secteur, pour avancer sur trois fronts. Il s'agit de renforcer les réformes politiques et institutionnelles, d'augmenter l'investissement public et privé et veiller à une plus forte participation citoyenne.

MISE

AUX POINGS

«Nous voulons concevoir une nouvelle République, une nouvelle Tunisie basée sur la liberté et la justice (...) nous œuvrons à peindre une histoire brillante pour la Tunisie et nous avons les capacités, la richesse et la volonté d'y parvenir du fait que nous croyons en ce que nous faisons»

Le président tunisien, Kais Saïed



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger

R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf -

Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :

redaction_courrier@yahoo.fr

LE CONSEILLER DE L'ÉMIR POUR LES AFFAIRES DE DÉFENSE L'A DIT À SAÏD CHENGRIHA

Le Qatar subjugué par l'expérience de l'ANP

Comme annoncé la veille, le général de Corps d'armée, Saïd Chengriha, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a pris part à l'ouverture des travaux de l'Exposition et la Conférence internationale de défense maritime de Doha "DIMDEX 2022", selon le ministère de la Défense nationale.



« Au premier jour de sa visite officielle à l'État du Qatar, Monsieur le général de Corps d'armée, Saïd Chengriha, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire a pris part à l'ouverture des travaux de l'Exposition et la Conférence internationale de défense maritime de Doha +DIMDEX 2022+. Monsieur le général de Corps d'armée a fait le tour de l'exposition et s'est longuement arrêté devant le stand qatari, où il s'est enquis de la production militaire qatarie dans les différents systèmes et mécanismes de défense », souligne le communiqué.

Selon la même source, le général de Corps d'Armée s'est entretenu, par la suite, avec le général d'armée, Hamad Ben Ali Al-Attiyah, Conseiller de son Altesse l'Émir de l'État du Qatar pour les Affaires de Défense, auquel il a transmis, par la même occasion, les salutations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, adressées à son Altesse Tamim Ben Hamed Al-Thani, Émir de l'État du Qatar ».

Pour sa part, « le Général d'Armée, Hamad Ben Ali Al-Attiyah, a salué la politique de défense de l'Algérie et sa large expérience, avant d'évoquer l'illustre histoire de l'Algérie et son parcours dans la lutte contre le terrorisme et le tarissement de ses sources », ajoute le communiqué.

Le général de Corps d'armée, Chef d'état-major de l'ANP a tenu également « une deuxième rencontre avec le Chef d'État-Major des Forces armées qataries, le Général de Corps d'armée, Salem Ben Hamad Al Akeel Al Nabet, au cours de laquelle ils ont abordé les questions relatives à la formation dans le domaine militaire et l'échange d'expériences entre les armées des deux pays, avant de clôturer la séance par l'échange de présents symboliques ».

Pour rappel, le Chef d'état-major de l'ANP avait été accueilli, dimanche, à son arrivée à l'Aéroport international de Doha, par le Général-major Jassim Al-Mohanddi, Chef de l'Organe d'Instruction, et le général de Brigade Ahmed Al-Mansouri, Directeur des protocoles et des relations publiques au Commandement général des Forces armées qataries, ainsi que par l'ambassadeur d'Algérie au Qatar, l'ambassadeur du Qatar à Alger et l'Attaché de Défense qatari à Alger. À noter enfin que l'Exposition et la Conférence internationale de Défense maritime "DIMDEX-2022"

est l'une des plus importantes manifestations militaires au Moyen-Orient, à laquelle participent 200 sociétés spécialisées.

F. B.

PÉTROLE

Les cours toujours sous tension

Les indices boursiers se tassaient hier, après une semaine marquée par de forts gains, espérant toujours un règlement de la guerre en Ukraine mais affectés par la remontée des prix du pétrole. L'Europe a ouvert dans le rouge après avoir réalisé sa meilleure semaine en plus d'un an: Paris reculait de 0,06%, Francfort de 0,16%, alors que Londres prenait 0,33% vers 08H20 GMT. En Suisse, l'indice vedette SMI perdait 0,22%. En Asie, après un début de séance positif, la plupart des marchés se sont affaiblis, comme à Hong Kong (-0,99%) ou Shanghai (+0,08%). La Bourse de Tokyo était fermée lundi, jour férié. Les cours du baril de pétrole continuaient de se tendre, poursuivant le rebond de la fin de semaine: le baril West Texas Intermediate (WTI), à échéance avril montait de 3,92% à 109,05 dollars, tandis que le baril de Brent pour livraison mai - qui fait référence en Europe - prenait 4,15% à 112,38 dollars vers 08H05 GMT. Les deux variétés de pétrole étaient passées sous les 100 dollars au cours de la semaine passée. « La chute des prix de la semaine dernière semble avoir fait long feu » et avoir été une « correction agressive et paniquée » après la brusque montée des cours au début de l'opération russe en Ukraine, selon Jeffrey Halley, analyste d'Oanda. Outre la crise en Ukraine, l'Arabie saoudite a annoncé dimanche une « réduction temporaire » de sa production de pétrole dans l'une des installations du géant Aramco, touchée par une attaque des rebelles Houthis du Yémen voisin.

Sarah O.

PUB

VENTE EN LIGNE DE NOS OUVRAGES

anep Recherche par titre ou auteur Distributeur À propos de nous Plans contactez nous

store-anep.poste.dz

CATÉGORIES

- Littérature
- Histoire
- Essai
- Sport
- Art et Patrimoine
- Enfance et Jeunesse
- Sciences et Technologies
- Dictionnaires

* Livraison dans les bureaux de poste des 58 Wilayas

SOUS-RIRE

Revirement Espagnol sur le Sahara Occidental
Le gouvernement ibérique aujourd'hui

